



TROISIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT: 1ER AU 4 SEPTEMBRE 2014

La troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement (PEID) s'ouvre aujourd'hui à Apia, au Samoa, et se poursuivra jusqu'au 4 septembre 2014, sous le thème « Des partenariats véritables et pérennes comme instrument du développement durable des PEID ». Les États membres des Nations Unies ont appelé à la convocation de cette conférence lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou Rio +20) en juin 2012, en notant que les PEID constituent un cas particulier pour le développement durable en raison de leurs vulnérabilités spécifiques.

La conférence de Samoa comportera six « Dialogues multipartites de partenaires », qui se tiendront parallèlement aux séances plénières. D'autres événements connexes ont été organisés avant la conférence, du 28 au 30 août 2014. Le projet de document final, intitulé « Modalités d'action accélérées des PEID, Samoa, la Voie à suivre », devrait être adopté à l'issue de la conférence.

Une cérémonie et un spectacle culturel ont eu lieu la veille de la conférence, avec une prière d'ouverture, des discours, un chant choral et des spectacles de danse présentés par des jeunes, y compris la danse du couteau en feu. Avant la cérémonie, les participants ont assisté au lancement d'une exposition photographique, dans le cadre des célébrations de l'Année internationale des PEID, qui illustre la vie des personnes habitant les PEID.

BREF HISTORIQUE DES CONFÉRENCES PEID

La vulnérabilité des îles et des littoraux a été reconnue par la 44e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) en 1989 avec l'adoption de la Résolution 44/206 concernant les effets négatifs éventuels de l'élévation du niveau de la mer sur les îles et les zones côtières, en particulier les basses terres côtières. La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Sommet de la terre), tenue en 1992, à Rio de Janeiro, au Brésil, a porté le cas particulier des petites îles et des littoraux à l'attention internationale par l'adoption d'Action 21, un programme d'action pour le développement durable. Le chapitre 17 d'Action 21, consacré à la protection des océans, de toutes les mers et des zones côtières comprenait un domaine d'activités sur le développement durable des petites zones insulaires. Action 21 demandait également la tenue d'une conférence mondiale sur le développement durable des PEID.

CONFÉRENCE MONDIALE SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES PEID: Créée par la Résolution 47/189 de l'AGNU, la Conférence mondiale des Nations Unies sur le développement durable des PEID s'est tenue à Bridgetown, à la Barbade, du 25 avril au 6 mai 1994. La Conférence a adopté le Programme d'action de la Barbade pour le développement durable des PEID (PAB), un programme en 14 points qui détermine les domaines prioritaires

et les mesures spécifiques nécessaires pour relever les défis particuliers auxquels sont confrontés les PEID. Ces domaines prioritaires sont les changements climatiques et l'élévation du niveau de la mer, les catastrophes naturelles et écologiques, la gestion des déchets, les ressources côtières et marines, les ressources en eau douce, les ressources foncières, les ressources énergétiques, les ressources touristiques, la diversité biologique, les institutions nationales et les capacités administratives, les institutions régionales et la coopération technique, les transports et les communications, la science et la technologie, et la mise en valeur des ressources humaines. Le PAB a en outre défini des domaines d'intervention intersectoriels, à savoir: le renforcement des capacités; le développement institutionnel aux niveaux national, régional et international; la coopération en matière de transfert de technologies écologiquement rationnelles; la diversification du commerce et de l'économie; et le financement. La Conférence a également adopté la Déclaration de la Barbade, annonce d'une volonté politique à la base des engagements contenus dans le PAB.

La Commission du développement durable des Nations Unies a été chargée d'assurer le suivi de la mise en œuvre du PAB.

SEAGNU 22: En septembre 1999, la 22e session extraordinaire de l'AGNU (SEAGNU 22) a entrepris un examen et une évaluation approfondis de la mise en œuvre du PAB.

La session extraordinaire a adopté le document intitulé « État d'avancement et initiatives pour la future mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des PEID », qui identifiait six domaines réclamant une attention urgente: les changements climatiques, les catastrophes naturelles et écologiques et la variabilité du climat, les ressources en eau douce, les ressources côtières et marines, les énergies, et le tourisme. En outre, la session extraordinaire a mis l'accent sur la nécessité de se concentrer sur les moyens de mise en œuvre. La session extraordinaire a également adopté une déclaration dans laquelle les États membres ont, entre autres, réaffirmé les principes encadrant le développement durable et leur engagement en sa faveur, comme formulés dans Action 21, la Déclaration de la Barbade et le PAB.

SOMMET DU MILLÉNAIRE: En septembre 2000, lors du Sommet du Millénaire des Nations Unies à New York, les dirigeants du monde ont adopté la Déclaration du Millénaire des Nations Unies (Résolution 55/2 de l'AGNU) et, ce faisant, ont décidé de répondre aux besoins particuliers des PEID par la mise en œuvre rapide et intégrale du PAB et des conclusions de la SEAGNU 22.

SMDD: Le Sommet mondial pour le développement durable (SMDD) s'est tenu du 26 août au 4 septembre 2002 à Johannesburg, en Afrique du Sud. Le SMDD a réaffirmé le cas particulier des PEID en consacrant un chapitre du Plan de mise en œuvre de Johannesburg au développement durable des PEID, chapitre qui a défini un ensemble d'actions prioritaires, a demandé un examen complet et approfondi du PAB et a invité l'Assemblée générale à envisager, lors de sa 57e session, la convocation d'une deuxième réunion internationale sur le développement durable des PEID.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Asheline Appleton, Kate Louw, Leila Mead, Kate Offerdahl, et Delia Paul. Edition numérique: Langston James "Kimo" Goree VI et Kiara Worth. Version française: Sandra Gagnon. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le PNUE, et la Banque mondiale. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe BNT à la troisième Conférence internationale sur les PEID peut être contactée par courriel à l'adresse <delia@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

RÉUNION INTERNATIONALE CHARGÉE**D'EXAMINER LA MISE EN ŒUVRE DU PAB:**

La Réunion internationale chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des PEID a eu lieu du 10 au 14 janvier 2005, à Port-Louis, à Maurice. Les séances plénières se sont réunies autour des thèmes suivants: les vulnérabilités environnementales des PEID; les difficultés particulières auxquelles se heurtent les PEID dans les domaines du commerce et du développement économique; le rôle de la culture dans le développement durable des PEID; la réponse aux nouvelles tendances et aux enjeux sociaux liés au développement durable des PEID; et le développement de la capacité de résistance dans les PEID. À l'issue de la réunion, les délégués ont adopté la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des PEID (SMCEM), qui énonce les actions et les stratégies dans 19 domaines prioritaires, y compris la radiation de certains PEID de la liste des pays les moins avancés, les modes de consommation et de production durables, la santé et la gestion des connaissances.

SMCEM+5: La Réunion de haut niveau chargée d'examiner l'application de la SMCEM (SMCEM+5) s'est tenue les 24 et 25 septembre 2010 au siège des Nations Unies à New York. Les délégués ont participé à deux tables rondes multipartites, qui ont porté sur la réduction de la vulnérabilité, le renforcement de la résilience des PEID et le renforcement de l'appui de la communauté internationale aux PEID, ainsi qu'à un dialogue interactif sur les perspectives transrégionales relatives aux enjeux et aux priorités communes pour l'avenir. Le principal résultat de cette réunion a été une déclaration politique élaborant des engagements nouveaux et renouvelés pour la mise en œuvre du PAB et de la SMCEM.

RIO+20: La troisième et dernière réunion du Comité préparatoire de Rio+20, les consultations informelles pré-conférence organisées par le pays hôte, et la CNUDD se sont tenues l'une à la suite de l'autre, à Rio de Janeiro, au Brésil, du 13 au 22 juin 2012. Le document final de la conférence, intitulé *L'avenir que nous voulons*, réaffirme dans les paragraphes 178 à 180, que les PEID sont un cas à part en matière de développement durable en raison de leurs vulnérabilités uniques et particulières, notamment leur petite taille, leur isolement, l'insuffisance de leurs ressources et de leurs exportations ainsi que leur vulnérabilité face aux problèmes environnementaux qui se posent à l'échelle mondiale et aux chocs économiques externes, notamment face aux répercussions des changements climatiques et aux catastrophes naturelles. L'avenir que nous voulons a également demandé la tenue, en 2014, d'une troisième conférence internationale sur les PEID s'appuyant sur le PAB et la SMCEM.

AGNU 67: La Résolution 67/207, portant sur le suivi et l'application de la SMCEM, a mis en place les modalités de la Conférence internationale de 2014 sur les PEID, et a accueilli favorablement l'offre du Gouvernement du Samoa d'accueillir la conférence. La Résolution a appelé la conférence à: évaluer les progrès accomplis à ce jour et les lacunes à combler dans la mise en œuvre du PAB et de la SMCEM; s'efforcer d'amener les pays à s'engager de nouveau à répondre aux besoins spécifiques et aux vulnérabilités des PEID, en se concentrant sur des mesures concrètes et pragmatiques; identifier les nouveaux défis et les perspectives pour le développement durable des PEID; et à recenser les priorités des PEID pour en tenir compte, si nécessaire, lors de l'élaboration du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015.

RÉUNION PRÉPARATOIRE POUR LA RÉGION DES

CARAÏBES: Cette réunion, qui s'est tenue du 2 au 4 juillet 2013 à Kingston, en Jamaïque, a publié un document de 44 paragraphes (le « Résultat de Kingston ») qui réaffirme les engagements antérieurs, notamment le PAB, la SMCEM et le PMCEJ. Le Résultat de Kingston a identifié les entraves à la réalisation du développement durable des PEID, notamment: le manque de volonté politique de la part de la plupart des pays développés concernant le respect de leurs engagements; la vulnérabilité des PEID face aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles ainsi que les répercussions qui y sont associées sur l'industrie du tourisme; et le classement de nombreux PEID des Caraïbes parmi les pays à revenu intermédiaire à élevé, ce qui leur interdit l'accès à certaines sources d'aide au développement. Le document a réclamé de

nouvelles ressources financières, supplémentaires et prévisibles, pour le développement durable, notamment des mécanismes de financement régionaux appropriés. Il a également mis l'accent sur le rôle des femmes et des jeunes; les défis et les opportunités liés à la migration; et le potentiel des mécanismes internationaux relatifs au climat. Parmi les autres questions abordées figurent, entre autres: l'autonomisation des communautés; la réduction des risques de catastrophe aux niveaux régional et national; une approche de l'élimination de la pauvreté axée sur l'être humain; le renforcement des systèmes de santé; et l'allègement de la dette pour les petits pays à revenu intermédiaire qui ont contracté une dette.

RÉUNION PRÉPARATOIRE POUR LA RÉGION DU PACIFIQUE: Cette réunion, qui s'est tenue du 10 au 12 juillet 2013, à Nadi, aux Fidji, a adopté un projet de document final, intitulé « Accélérer l'approche intégrée du développement durable », qui contient un préambule, ainsi qu'une discussion et des recommandations sur: les changements climatiques; la santé, en particulier les maladies non transmissibles; le développement social; la gouvernance; les infrastructures; les énergies durables; les océans; la gestion et la protection durables des ressources; le soutien institutionnel des Nations Unies aux PEID; les priorités et les plans nationaux; la gestion économique durable et sans exclusion; et les moyens de mise en œuvre et les partenariats.

RÉUNION PRÉPARATOIRE POUR LA RÉGION DE L'AIMS: La Réunion préparatoire pour la région de l'AIMS s'est tenue à Baie Lazare, aux Seychelles, du 17 au 19 juillet 2013. Le document final appelle à un changement de paradigme dans l'approche du développement durable des PEID, en reconnaissant que chaque pays requiert ses propres outils différenciés, et en insistant sur la notion de solidarité des PEID comme étant un préalable nécessaire à la mise en œuvre du PAB et de la SMCEM. Les domaines prioritaires incluent: l'économie bleue; les mécanismes de financement et les instruments du commerce; la collaboration régionale et les arrangements institutionnels et les partenariats. Le document final identifie un certain nombre de nouveaux défis et d'opportunités, notamment: la gouvernance des océans, la réduction des risques de catastrophe, la criminalité internationale organisée, la croissance démographique et l'urbanisation, la gestion des déchets chimiques et dangereux, la pollution transfrontalière, et la sécurité alimentaire et la nutrition.

RÉUNION PRÉPARATOIRE INTERRÉGIONALE: La réunion préparatoire interrégionale (RPI) de la troisième Conférence internationale sur les PEID s'est tenue à Bridgetown, à la Barbade, du 26 au 28 août 2013. Les discussions menées au cours de ces trois jours ont notamment abordé: les résultats des trois réunions préparatoires régionales; l'identification des lacunes et des contraintes dans la mise en œuvre du PAB et de la SMCEM; l'économie bleue; les stratégies de gestion de la dette; et la célébration de la première Année internationale des PEID. De longues négociations ont eu lieu sur le projet de document final de la conférence des PEID. Les délégués ont adopté provisoirement la Déclaration de Needham's Point Bridgetown; toutefois, le document final n'a pas été accepté, et les délégués ont suspendu la RPI. La RPI a été convoquée à nouveau le 16 septembre à New York, où le document final a été adopté. Le document final a été publié ultérieurement comme annexe au document A/C.2/68/7.

COMITÉ PRÉPARATOIRE: Le Comité préparatoire de la conférence s'est réuni à New York, aux États-Unis, en février, avril et juin 2014, pour discuter des objectifs et du thème de fond de la conférence ainsi que des questions d'organisation et de procédure, et pour finaliser le document final. Le 11 juillet 2014, le Comité préparatoire a approuvé le projet de document final de la troisième Conférence internationale sur les PEID, intitulé « Modalités d'action accélérées des PEID, Samoa, la Voie à suivre ». Le projet de document final de Samoa, la Voie à suivre, appelle à un soutien renouvelé du système des Nations Unies pour la coopération PEID-PEID et la coordination nationale, régionale et interrégionale, et souligne l'importance d'un soutien accessible et transparent de la part des institutions financières internationales qui prennent pleinement en compte les besoins et les vulnérabilités spécifiques des PEID, pour la mise en œuvre du PAB, de la SMCEM et de la voie à suivre de Samoa.



FAITS MARQUANTS DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES PEID: LUNDI 1^{ER} SEPTEMBRE 2014

La troisième Conférence internationale sur les PEID a amorcé ses travaux à Apia, au Samoa, avec une séance plénière d'ouverture formelle suivie d'un débat général, qui s'est poursuivi en après-midi. Toujours dans l'après-midi, un dialogue multipartite de partenaires a eu lieu sur le thème du « développement économique durable ». De nombreuses manifestations ont été organisées en parallèle au cours de la journée et de la soirée.

PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

Wu Hongbo, Secrétaire générale de la conférence et Secrétaire général des Nations Unies aux affaires économiques et sociales, a remercié le Gouvernement du Samoa pour l'organisation de la conférence.

Questions d'organisation: Les délégués ont élu par acclamation, Tuilaepa Aiono Sailele Malielegaoi, Premier ministre du Samoa, en tant que Président de la conférence. Ils ont également adopté l'ordre du jour (A/CONF.223/1) et le règlement intérieur (A/CONF.223/2), et ont élu 14 pays représentants comme Vice-Présidents de la conférence: le Bénin, Maurice et la Tanzanie de l'Afrique; le Japon et les Maldives de la région Asie-Pacifique; l'Estonie et la Roumanie de l'Europe de l'Est; les Bahamas, la Barbade et le Mexique de l'Amérique latine et des Caraïbes; et l'Allemagne, l'Espagne et la Turquie de l'Europe occidentale et autres groupes. Le Président de la conférence Malielegaoi a noté qu'un représentant supplémentaire de l'Europe de l'Est devait encore être élu. Les délégués ont également élu Fonotoe Nuafesili Pierre Lauofo, Vice-Premier Ministre de Samoa, comme Vice-Président d'office. Milan Meetarbhan, Représentant permanent de Maurice auprès des Nations Unies, a été nommé Rapporteur général.

Les délégués ont ensuite adopté l'organisation des travaux, y compris la création d'organes subsidiaires, et d'autres questions d'organisation (A/CONF.223/4). Ils ont approuvé la participation des organisations intergouvernementales énumérées dans le document A/CONF.223/5: l'Union des télécommunications des Caraïbes, l'Organisation du tourisme du Pacifique Sud, et la Commission des pêches du Pacifique occidental et central.

Les délégués à la conférence ont approuvé les représentants de la Belgique, de la Chine, de la Colombie, du Gabon, du Guyana, de la Fédération de Russie, de Singapour, de la Tanzanie et des États-Unis pour siéger au Comité de vérification des pouvoirs.

Le Président de la conférence Malielegaoi a accueilli les délégués à Samoa. Il a déclaré que le Sommet sur le climat qui se tiendra en septembre 2014, à New York, aux États-Unis, devrait transmettre un signal clair aux délégués pour s'assurer que la CdP 21 à Paris soit une « conférence de l'espoir », et l'adoption d'un traité ambitieux sur le climat en 2015. Il a souligné que la désignation de 2014 comme l'Année internationale des PEID constitue la première reconnaissance de ce type accordée à un groupe de pays, et que l'adoption de

Samoa, la Voie à suivre, plusieurs mois avant la conférence constitue un évènement unique dans le contexte des Nations Unies.

Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, a déclaré que le monde devrait accorder une priorité à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) au sein des PEID, et parvenir à un accord significatif sur le programme de développement pour l'après 2015 et à un traité mondial sur le climat qui reflète les besoins des PEID. Il a appelé les dirigeants à se présenter au Sommet des Nations Unies sur le climat à New York « avec des promesses audacieuses ». La Voie à suivre de Samoa, a-t-il déclaré, « constitue une route que nous devons emprunter ensemble », soulignant le système des Nations Unies en tant que partenaire fiable dans les travaux à venir.

John Ashe, Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, a souligné que cette conférence se tient à un moment crucial, alors que le monde façonne un nouveau programme de développement international, et a appelé les dirigeants à soumettre des options de négociations au Sommet 2014 sur le climat.

Baron Divavesi Waqa, Président de Nauru et Président de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), a souligné que le succès exige des engagements à long terme et des partenariats. Il a demandé plus de discipline de la part des partenaires dans le respect de leurs engagements pris de longue date de façon à ce que les PEID puissent planifier efficacement leur avenir. Il a encouragé les réseaux internationaux et régionaux à établir des mécanismes de suivi et d'évaluation pour s'assurer que les mesures ne soient pas « détournées de leur objectif ».

Martin Sajdik, Président du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), a souligné que la communauté internationale a une responsabilité particulière en ce qui concerne les PEID. Il a souligné les efforts du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) et l'ECOSOC pour soutenir les partenariats, et a instamment demandé la création d'un espace permettant une participation efficace de la société civile.

Wu Hongbo, Secrétaire générale de la conférence, a noté que les îles font face à de nombreuses catastrophes naturelles. Il les a félicités pour leurs capacités à trouver des solutions innovantes en dépit de ressources limitées, et a souligné l'importance de la conférence en tant que plateforme permettant à la communauté internationale de s'engager sur ces questions.

Au nom des neuf Grands groupes, Lemalu Nele Leilua, du Groupe de coordination des organisations non gouvernementales de Samoa, a présenté un aperçu du Forum pré-conférence des Grands groupes et autres parties prenantes, et a déclaré que les discussions ont souligné que les partenariats devraient être au cœur du résultat de la conférence. Notant la richesse des connaissances au sein des Grands groupes, elle a indiqué que le forum a notamment appelé à: l'affirmation des objectifs de développement durable sur l'égalité de genre; intégrer les droits des peuples autochtones dans la Voie à suivre de Samoa; souligner l'importance des jeunes pour le progrès; prendre des mesures urgentes et ambitieuses en matière d'adaptation, d'atténuation, et de pertes et préjudices; l'adoption de la bonne

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Asheline Appleton, Kate Louw, Leila Mead, Kate Offerdahl, et Delia Paul. Edition numérique: Langston James "Kimo" Goree VI et Kiara Worth. Version française: Sandra Gagnon. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le PNUE, et la Banque mondiale. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe BNT à la troisième Conférence internationale sur les PIED peut être contactée par courriel à l'adresse <delia@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

gouvernance et des mécanismes législatifs appropriés; faciliter le transfert de technologie; et à l'intégration des questions transversales.

DÉBAT GÉNÉRAL

Le débat général se composait de déclarations de chefs d'État et de représentants gouvernementaux des PEID, ainsi que des gouvernements partenaires. Une rediffusion des déclarations des intervenants est disponible sur le web à l'adresse <http://webtv.un.org>.

De nombreuses déclarations ont mis l'accent sur les défis développementaux auxquels sont confrontés les PEID, en particulier les changements climatiques, et ont décrit les initiatives nationales de développement durable. Des appels ont été lancés pour améliorer la capacité de gestion et l'efficacité des partenariats, et pour une meilleure prise en compte des besoins des PEID dans les partenariats internationaux. Vingt pays ont prononcé des allocutions, dont 15 chefs d'État et de gouvernement. L'Initiative du Triangle de corail concernant les récifs coralliens, la pêche et la sécurité alimentaire a été citée comme éventuel modèle de partenariat. Un partenariat a été annoncé entre les Comores, la Nouvelle-Zélande et le PNUD pour le développement des énergies renouvelables.

La Bolivie, s'exprimant au nom du G-77/CHINE, a déclaré que les défis auxquels font face les PEID compromettent le développement durable de tous. La déléguée a noté la nécessité d'intégrer le développement durable dans tous les politiques et programmes.

L'UE a souligné les principaux domaines de développement de partenariat régional pour les PEID en matière d'énergie, de santé des océans, de biodiversité, de sécurité alimentaire et de nutrition, et le programme de développement de l'après 2015, notant un certain nombre de projets réussis dans lesquels l'UE a établi des partenariats avec les PEID dans le secteur de l'énergie.

DIALOGUE MULTIPARTITE DE PARTENAIRES: DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE

Freundel Stuart, Premier ministre de la Barbade, a ouvert la séance en déclarant que, même si les niveaux de revenu diffèrent au sein des PEID, les vulnérabilités qui les caractérisent sont partagées. Il a indiqué que le développement économique doit être dissocié de la dégradation de l'environnement, afin qu'il devienne durable. Appelant à un renforcement des partenariats entre les États membres, il a déclaré que le renforcement des capacités et l'investissement dans le développement des infrastructures sont des priorités clés pour les PEID.

Henry Puna, Premier ministre des Îles Cook, a appelé à la protection des zones de pêche et des minéraux abondants partagés à travers le développement durable des océans. Il a annoncé des partenariats pour améliorer les infrastructures relatives à l'eau, et pour transformer le secteur de l'énergie.

Keith Mitchell, Premier ministre de la Grenade, a déclaré que le développement économique durable est aujourd'hui synonyme de création d'emplois et de richesse. Mettant l'accent sur la nécessité d'investir dans les énergies renouvelables, il a parlé des partenariats rentables disponibles dans les PEID. Il a annoncé que les États-Unis ont choisi la Grenade comme pays pilote pour l'Initiative de sécurité énergétique pour les Caraïbes.

Murray McCully, Ministre des affaires étrangères de la Nouvelle-Zélande, a souligné qu'une grande part de l'aide étrangère de son pays est accordée au développement durable. Il a souligné l'importance de disposer de partenariats solides et d'opter pour des initiatives durables.

Le Président de l'ECOSOC Sadjik a appelé à s'assurer que les mécanismes relatifs aux partenariats fassent partie du programme de développement de l'après 2015.

Rolph Payet, Ministre de l'environnement et de l'énergie des Seychelles, a présenté un aperçu de l'initiative dette-nature de son pays visant à générer des ressources financières supplémentaires, tout en abaissant le plafond d'endettement.

Zhu Min, Directeur général adjoint du Fonds monétaire international (FMI), a souligné les efforts de l'organisation pour soutenir les politiques monétaires et budgétaires; consentir des prêts à des conditions préférentielles aux pays à faible revenu; appuyer les États après leur radiation de la liste des pays à faible revenu; et appuyer la croissance durable.

Discussion: Cletus Springer, du Ministère du développement durable de l'Organisation des États américains, a modéré le débat.

La Jamaïque a souligné l'importance de l'intégration régionale, en précisant qu'en joignant les ressources et les compétences, le développement économique peut être renforcé.

Les Maldives ont indiqué que la communauté internationale devrait créer des opportunités de partenariat avec les PEID, vu que les progrès réalisés en matière de développement durable sont compromis, notamment en raison du passage de certains PEID au statut de pays à revenu intermédiaire.

Tuvalu a déclaré qu'il nécessite des partenariats véritables et durables pour le développement des ressources humaines, en insistant sur la nécessité de développer les compétences techniques et les qualifications nécessaires à l'emploi.

L'Australie a annoncé un partenariat avec la société Carnival Australia pour créer des emplois relatifs au tourisme dans les îles du Pacifique.

Les États-Unis ont annoncé leur initiative ALOHA Plus Challenge à Hawaï, qui travaille dans les secteurs public et privé afin d'aborder certaines questions notamment relatives à, l'énergie propre, la production alimentaire mondiale, la gestion des ressources naturelles, la résilience climatique, la création d'emplois verts et l'éducation.

Le Chili a présenté un projet visant à améliorer l'employabilité des jeunes en République dominicaine, qui met l'accent sur la diversification de l'accès au microcrédit et l'amélioration des compétences.

L'Organisation internationale du travail a annoncé un partenariat axé sur les routes et les infrastructures dans les zones rurales pour créer des emplois dans les secteurs clés. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement a déclaré que concernant les PEID, il a mis l'accent sur l'économie verte et les modes de consommation et de production durables.

Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a annoncé son nouveau partenariat, le Mécanisme de transfert de technologies Sud-Sud pour les PEID, qui est un mécanisme conjoint de transfert de technologie pour les PEID.

La Banque mondiale a souligné ses efforts déployés dans les secteurs des pêches, des télécommunications et de l'aviation. Le Centre du commerce international a annoncé trois partenariats qui visent à encourager l'autonomisation économique des femmes dans la région du Pacifique.

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a annoncé un nouveau partenariat, le « Renforcement de la capacité technique des gestionnaires des finances dans les PEID des Caraïbes pour gérer leurs finances publiques ». Le délégué a indiqué que l'initiative travaille avec des partenaires des Caraïbes pour concevoir des systèmes de gestion publique d'une façon améliorée et plus efficace.

Le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement a annoncé divers partenariats multipartites dans les domaines suivants: les technologies relatives à la protection des ressources maritimes; les plans d'urgence opérationnels en cas de catastrophe; les produits organiques et la sécurité alimentaire; le développement d'un tourisme durable dans le Pacifique; et les énergies renouvelables, abordables et fiables.

DANS LES COULOIRS

Après une cérémonie de bienvenue vibrante la veille de la conférence, la première journée de travail a été caractérisée par une atmosphère positive et détendue, les participants renonçant aux costumes et cravates pour des tenues plus décontractées appropriées aux îles. Malgré l'atmosphère détendue, plusieurs délégués ont noté que la conférence des PEID se tient à un « moment critique » pour la communauté internationale.

Un certain nombre de délégués ont espéré que, disposant du document « Samoa, la Voie à suivre », convenue plusieurs mois auparavant à New York, la conférence se concentrerait sur l'établissement de partenariats, les nouvelles initiatives et sur des solutions innovantes pour le développement durable dans les PEID, plutôt que sur la négociation « à la virgule et au numéro de paragraphe près », comme l'a fait remarquer un délégué. Pendant ce temps, les délégués de l'AOSIS se sont engagés dans des négociations à huis clos portant sur la déclaration d'Apia, la déclaration politique de la conférence.

Avec l'espoir de l'annonce de plus de 300 partenariats et initiatives lors de la conférence et les dialogues de partenaires se poursuivant mardi matin, de nombreux délégués ont espéré des engagements concrets et des promesses tangibles, signalant la volonté politique nécessaire pour s'attaquer à ces défis et pour transporter cet élan jusqu'au Sommet du Secrétaire général des Nations Unies sur le climat dans moins de trois semaines à New York.



FAITS MARQUANTS DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES PEID: MARDI 2 SEPTEMBRE 2014

La troisième Conférence internationale sur les PEID a poursuivi ses discussions plénières, les États membres, les organisations intergouvernementales et les Grands groupes formulant leurs déclarations et annonçant des engagements et des partenariats. Deux dialogues multipartites de partenaires ont eu lieu sur: les changements climatiques et la gestion des risques de catastrophes (GRC), et le développement social dans les PEID, la santé et les maladies non transmissibles (MNT), les jeunes, et les femmes. La diffusion web des Nations Unies des déclarations peut être consultée à l'adresse <http://webtv.un.org>.

DISCUSSIONS PLÉNIÈRES

Le Vice-Premier Ministre de Samoa, Fonotae Nuafesili Pierre Laufofo, a présenté un résumé du dialogue multipartite de partenaires de lundi sur le développement économique durable. Il a déclaré que le dialogue a souligné les défis auxquels sont confrontés les PEID, à savoir l'étranglement de leurs assises économiques, la diversification limitée de leurs produits et marchés et leur forte dépendance au commerce international. Il a indiqué que les délégués ont plaidé pour des partenariats visant à relever ces défis, notamment par: la promotion de la petite entreprise, le tourisme durable, le « jumelage d'entreprises », la promotion du commerce, l'autonomisation économique des femmes, la formation professionnelle des jeunes, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, la continuité des affaires, les énergies renouvelables, et l'agriculture biologique.

Débat général: Les déclarations des pays ont abordé: la restructuration de la dette, l'amélioration de la résilience des PEID, la gestion des déchets, les changements climatiques, l'élévation du niveau de la mer, et la récupération suite aux événements météorologiques extrêmes. Il a également été question, au cours des discussions, des pêches, du développement économique durable, de la radiation de certains pays de la liste des pays les moins avancés, de l'égalité de genre et de la création d'emplois décents. L'accès au financement et l'opérationnalisation du Fonds vert pour le climat (FVC) ont été soulignés en tant que domaines clés requérant l'attention de la communauté internationale.

Bon nombre de délégués ont instamment demandé que les partenariats soient durables, innovants et fondés sur le principe de responsabilités communes mais différenciées. Les délégués ont souligné que les partenariats doivent aller au-delà des modèles traditionnels de partenariat et inclure le monde universitaire, la société civile et le secteur privé. Le mécanisme SIDS DOCK sur l'énergie durable a été souligné comme un succès, et le Belize a noté que l'ordonnance l'établissant comme entité internationale accueillie dans son pays est ouverte à la signature depuis lundi. Les délégués ont souligné le Corridor biologique des Caraïbes comme un modèle de coopération régionale. Les intervenants ont également salué les actions récentes, y compris l'Initiative défi des Caraïbes pour la conservation et le financement durable des milieux marins et côtiers, et l'initiative « SIDS Lighthouses » de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables visant l'intensification du recours aux énergies renouvelables dans les PEID.

La Malaisie a noté sa promesse de 1 million USD dans le cadre du Programme de coopération technique malaisien pour contribuer au développement durable des PEID, qui aidera au renforcement des capacités en fonction des priorités de développement.

Singapour a mis l'accent sur le développement d'un programme de coopération technique de trois ans pour fournir une aide plus spécialisée dans certains domaines cruciaux du développement, comme identifiés par les PEID. Le Japon a déclaré qu'il fournira une aide publique au développement pour former 5 000 personnes issues des PEID dans un certain nombre de secteurs.

La Turquie a annoncé la signature de nouveaux accords de coopération avec les PEID du Pacifique et la CARICOM, et son soutien à la nouvelle Coalition des Nations d'atoll sur les changements climatiques. Le Venezuela a mentionné les provisions relatives à l'énergie du Fonds de développement PetroCaribe pour les îles des Caraïbes, qui dispose d'un portefeuille de prêts s'élevant à 206 milliards USD.

Les États-Unis ont annoncé de nouveaux partenariats public-privé sur la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, l'acidification des océans et les zones marines protégées dans son Plan d'action 2014 pour notre océan, la levée de 67 millions USD par l'entremise du Programme adaptation en Asie-Pacifique, et son soutien à l'Alliance mondiale pour une agriculture adaptée au climat, demandant instamment aux PEID de s'y joindre.

DIALOGUE MULTIPARTITE DE PARTENAIRES: CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

Le Co-Président du dialogue, José Manuel García-Margallo, Ministre des affaires étrangères et de la coopération de l'Espagne, a annoncé: des engagements pour mobiliser des fonds pour le Fonds d'adaptation du Protocole de Kyoto, le financement de démarrage rapide et le FVC; et la mise en place du Fonds d'investissement des Caraïbes et du Pacifique.

Le Co-Président du dialogue, Takao Makino, Vice-Ministre parlementaire pour les affaires étrangères du Japon, a annoncé la provision de matériel de surveillance météo pour les PEID, et la construction d'un nouveau centre sur les changements climatiques dans le Pacifique.

Anoté Tong, Président de Kiribati, a annoncé la création de la Coalition des Nations d'atoll sur les changements climatiques, composée de pays de faible altitude qui souffrent déjà des impacts des changements climatiques.

Andris Piebalgs, Commissaire européen au développement, a mis en exergue l'Alliance mondiale contre les changements climatiques de l'UE, et a exprimé son soutien à des programmes ciblés dans des pays spécifiques et pour des populations vulnérables, et à l'intégration des changements climatiques dans les secteurs tels que l'énergie et l'agriculture durable.

Mary Robinson, Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur les changements climatiques, a expliqué comment le défi climatique peut être surmonté, ajoutant qu'au moins 125 chefs d'État et de gouvernement assisteront à la Conférence des Nations Unies sur le climat.

Rachel Kyte, Vice-Présidente du Groupe de la Banque mondiale et Envoyée spéciale sur les changements climatiques, a déclaré que 1 USD investi dans l'alerte précoce permet d'économiser 30 USD en secours et reconstruction, et a plaidé pour l'envoi de signaux clairs au secteur privé pour stimuler des investissements de plus en plus « propres ».

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Asheline Appleton, Kate Louw, Leila Mead, Kate Offerdahl, et Delia Paul. Édition numérique: Langston James "Kimo" Goree VI et Kiara Worth. Version française: Sandra Gagnon. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le PNUE, et la Banque mondiale. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe BNT à la troisième Conférence internationale sur les PIED peut être contactée par courriel à l'adresse <delia@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

La Modératrice Margareta Wahlström, Représentante spéciale des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (RRC), a déclaré que 2015 devrait être « l'année de la cohérence des politiques » entre plusieurs conférences internationales.

Valerie Amos, Sous-Secrétaire général et Coordonnateur des secours d'urgence du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, a appelé à une meilleure intégration de la lutte contre les changements climatiques, la RRC et la préparation face aux risques de catastrophes.

De nombreux pays et organisations ont mentionné des partenariats existants ou nouveaux pour répondre aux changements climatiques et promouvoir la résilience, incluant notamment par le biais: de systèmes d'alerte précoce; de services météorologiques; d'évaluation et gestion des risques pour l'adaptation aux changements climatiques dans les secteurs s'appuyant sur les ressources naturelles, à savoir l'agriculture, la pêche, la sylviculture et le tourisme; de développement de sources d'énergie renouvelables; et de renforcement des capacités des gouvernements locaux. L'UNESCO a annoncé des partenariats d'une valeur s'élevant à 5 millions USD pour la coopération Sud-Sud sur la réduction des risques et les pertes et préjudices; et sur les systèmes régionaux d'alerte précoce de tsunamis.

La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie-Pacifique a parlé de: la migration induite par les changements climatiques, en notant que 350 000 habitants d'atolls seront déplacés d'ici 2015; la politique de « Migration dans la dignité » de Kiribati; et le développement d'une stratégie régionale sur la migration induite par les changements climatiques et les mécanismes d'adaptation. La Suisse a mentionné l'Initiative Nansen, qui traite de la migration à la suite de catastrophes naturelles et des impacts des changements climatiques.

Les Îles Marshall ont appelé à des mesures concrètes dans les Nations d'atoll de faible altitude, et ont salué l'initiative sur la résilience des petits Etats insulaires de la Banque mondiale. La France a demandé comment des partenariats pourraient être organisés de façon à renforcer la coopération et nourrir les négociations de la CdP 21 à Paris.

DIALOGUE MULTIPARTITE DE PARTENAIRES: LE DEVELOPPEMENT SOCIAL, LA SANTE ET LES MALADIES NON TRANSMISSIBLES, LES JEUNES ET LES FEMMES

Le Président du dialogue Winston Dookeran, Ministre des affaires étrangères de Trinité-et-Tobago, a accueilli les délégués. Yanerit Morgan, du Mexique, a modéré la session.

Discours d'ouverture: Helen Clark, Administratrice du PNUD, a noté: les défis posés dans les PEID par les MNT dus au diabète et à l'obésité: le taux de chômage élevé chez les jeunes; la migration en raison du manque de possibilités; et les questions d'inégalité de genre liées à la faible participation des femmes à la prise de décision, à l'accès limité à un travail décent, et à la violence familiale.

Développement social: Ewen McDonald, de l'Australie, a noté que la nouvelle politique d'aide de son pays met l'accent sur: le commerce et les infrastructures; l'autonomisation des femmes; la pêche, l'eau et l'agriculture; la gouvernance; la RRC; la protection sociale et l'engagement communautaire.

Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, a souligné l'importance de l'inclusion pour parvenir au développement social et a souligné que l'éducation constitue l'allié le plus déterminant pour favoriser l'inclusion sociale et l'égalité des chances.

Fuimaono Falefa Lima, de l'Université nationale de Samoa, a souligné la formation destinée aux employés des secteurs public et privé, et aux femmes entrepreneures, et à la création d'emplois pour les jeunes.

Dans la discussion qui a suivi, la Grenade a mis en exergue le Réseau de marchés de nuit des agriculteurs durable de la Grenade, qui vise, entre autres, à aider les femmes à créer leurs entreprises, développer des produits et à accéder aux marchés.

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a parlé des programmes dans les PEID visant à renforcer les systèmes de justice pénale et à accroître l'accès aux services de traitement de la toxicomanie, et des partenariats pour lutter contre la criminalité transnationale organisée.

L'Association des ONG des îles du Pacifique a discuté d'un partenariat avec le Centre de développement des politiques des Caraïbes, qui vise, entre autres, à améliorer la collaboration interrégionale, à établir des centres de connaissances sur les meilleures pratiques, et à suivre et à évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Voie à suivre de Samoa.

L'UNICEF a appelé à un partenariat axé sur l'enfance pour les PEID. Le PNUD a présenté le Partenariat mondial des universités sur l'environnement et le développement durable, et a déclaré qu'un cours en ligne ouvert à tous sur les PEID sera lancé au début de 2015.

Santé et MNT: Leao Talalelei Tuitama, Ministre de la santé de Samoa, a mentionné le partenariat Défi d'Apia, qui met en exergue des opportunités là où les PEID peuvent conjointement renforcer les politiques contre les MNT.

Toomas Palu, de la Banque mondiale, a souligné une feuille de route pour lutter contre les MNT dans le Pacifique et a souligné les efforts en vue de l'approvisionnement en commun pour des produits pharmaceutiques.

Colin Tukuitonga, Directeur général du Secrétariat de la Communauté du Pacifique, a déploré l'absence d'impact sur le terrain, et a plaidé pour une approche multilatérale et multisectorielle, plutôt qu'une approche cloisonnée, pour lutter contre les maladies non transmissibles.

Dans la discussion qui a suivi, Palau, s'exprimant au nom du Forum des îles du Pacifique, a officiellement lancé le Partenariat du Pacifique sur les MNT pour une approche multisectorielle visant la prévention et le contrôle des maladies non transmissibles (Partenariat du Pacifique sur les MNT). Les États-Unis ont appuyé le Mécanisme de coordination mondiale de l'Organisation mondiale de la santé sur les MNT. Tonga a mis en exergue le Groupe de travail interagence des Nations Unies de la région du Pacifique sur la lutte contre les MNT et leur contrôle, qui aborde, entre autres, le leadership, la gouvernance, l'action multisectorielle et la reddition de comptes. Saint-Kitts-et-Nevis a déploré la réduction du PIB due aux MNT. Le Fonds des Nations Unies pour la population a souligné une approche globale pour stimuler et investir dans le capital humain. Israël a déclaré qu'il fournirait 25 bourses d'études à des étudiants issus des PEID dans le domaine de la santé, et qu'il travaille en partenariat avec l'Australie pour fournir des médicaments contre le diabète.

L'Alliance contre les MNT a soutenu la prise en compte de la contribution de la société civile en matière d'expertise technique et pour une perspective axée sur le patient.

Jeunes et les femmes: Roberta Clarke, d'ONU Femmes, a présenté le projet « marchés pour le changement » de l'organisation, qui constitue une composante de son Programme sur l'autonomisation économique des femmes du Pacifique, visant à assurer des conditions de travail décentes pour les femmes travaillant comme vendeuse dans les marchés de la région.

Noelene Nabulivou, de Development alternatives with women for a new era (DAWN), a souligné l'ampleur de la dégradation de l'environnement et a déploré le taux élevé de violence fondée sur le sexe et le genre dans la région. Elle a souligné que des approches équitables en matière de genre et des activités dirigées par les femmes sont nécessaires au développement social.

Karuna Rana, du Centre pour la jeunesse des PEID de la région de l'AIMS, a présenté les résultats du Forum pré-conférence de la jeunesse, et a mis en exergue un partenariat des Caraïbes à venir, qui sera lancé lors de la Journée internationale des filles pour aborder la violence contre les filles.

Dans la discussion qui a suivi, Samoa a annoncé le High-Tech Youth Network, qui vise à promouvoir l'esprit d'entreprise dans le domaine de l'informatique, en déclarant que ces travaux s'appuient sur les résultats du Forum des jeunes des PEID et sur la Voie à suivre de Samoa en ce qui concerne la promotion de l'esprit d'entreprise et le soutien de la participation des femmes et des jeunes.

D'autres pays et organisations ont présenté des partenariats visant à: renforcer la participation et le leadership des femmes dans la prise de décision publique; sensibiliser les parlementaires au sujet de la Conférence internationale sur la population et le développement; améliorer la qualité de l'éducation pour les filles; et prévenir la propagation du VIH/SIDA dans les groupes à haut risque. Les réseaux qui ont été mentionnés comprennent les Partenariats du Pacifique pour renforcer l'égalité de genre, la riposte aux changements climatiques et le développement durable.

DANS LES COULOIRS

Le deuxième jour de la Conférence s'est poursuivi, les délégués se penchant sur l'avenir à court et à long terme. Avec le Sommet du Secrétaire général des Nations Unies sur le climat qui se tiendra le 23 septembre 2014, où sont attendus 125 dirigeants du monde, il n'est pas surprenant que le sommet ait été évoqué à plusieurs reprises lors du débat général et lors du dialogue de partenaires sur les changements climatiques et la GRC. Toutefois, certains délégués ont exprimé la crainte que cet événement de grande envergure et son accent sur des engagements concrets en matière de changements climatiques puissent ravir une part de la gloire de la réunion des PEID à Samoa, certains pays étant susceptibles d'attendre New York pour annoncer de nouveaux engagements ou promesses. D'autres délégués ont estimé que l'accent sur le sommet a été une bonne chose, en ce sens que la dynamique créée lors de la Conférence des PEID pourrait se maintenir jusqu'à la fin de 2014, et espérons-le, au-delà. Pendant ce temps, certaines délégations en lice pour des sièges au Conseil de sécurité des Nations Unies ont promis leur soutien en faveur des PEID, advenant leur élection. « Il semble que peu importe la direction prise ici, tous les chemins mènent à New York », a déclaré un délégué chevronné, sortant sous le chaud soleil de fin de journée.



FAITS MARQUANTS DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES PEID: MERCREDI 3 SEPTEMBRE 2014

La troisième Conférence internationale sur les PEID a poursuivi ses discussions plénières, les États membres, les organisations intergouvernementales et les Grands groupes formulant leurs déclarations et annonçant des engagements et des partenariats. Deux dialogues multipartites de partenaires ont eu lieu sur: l'énergie durable; et les océans, les mers et la biodiversité. De nombreuses manifestations parallèles ont eu lieu toute la journée et dans la soirée, dont plusieurs ont été axées sur les énergies renouvelables. La diffusion Web des Nations Unies des déclarations peut être consultée à l'adresse <http://webtv.un.org>

DISCUSSIONS PLÉNIÈRES

Le Vice-Premier Ministre du Samoa, Fonotoe Nuafesili Pierre Lauofo, a déclaré que le dialogue multipartite de partenaires de mardi sur le développement social, la santé et les maladies non transmissibles, les femmes et les jeunes a mis en exergue l'importance de mobiliser le potentiel de ces groupes sociaux dans les PEID.

Débat général: Les déclarations des pays ont souligné l'importance de: promouvoir la connectivité inter et intrarégionale entre les PEID; reconsidérer l'utilisation du PIB comme seule mesure de la richesse; la réalisation de progrès sur les objectifs du Millénaire pour le développement; faire face à la pénurie d'eau; et de promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

De nombreux délégués ont parlé des prochaines discussions sur le climat à New York, Lima et Paris, en se référant aux aspects de sécurité relatifs aux menaces que font peser les changements climatiques et au potentiel associé aux catastrophes naturelles pour inverser les acquis du développement.

La Finlande a plaidé pour que la réduction des risques de catastrophe (RRC) cible davantage les plus pauvres et les plus vulnérables. La Thaïlande a déclaré que la nouvelle Communauté de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) pourrait offrir une occasion unique de coopération avec les PEID. D'autres ont mentionné la promotion de l'investissement direct étranger, la coopération triangulaire et la coopération Sud-Sud, y compris les PEID.

Plusieurs pays ont annoncé des partenariats et des financements spécifiques aux PEID, y compris l'allocation par les Emirats Arabes Unis de 100 millions USD en financements à des conditions favorables pour les énergies renouvelables, et une contribution de la Suède s'élevant à 1,3 milliard SEK au Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et un autre 300 millions SEK au Fonds vert pour le climat, une fois pleinement opérationnel.

La Suisse a encouragé les PEID à établir des missions permanentes auprès des Nations Unies à Genève pour faire en sorte que leurs voix soient mieux entendues.

La Barbade a appelé à la mise en place d'un mécanisme de financement spécifique aux PEID au sein du FEM, et a offert de servir de plaque tournante pour une nouvelle collaboration intergouvernementale entre les PEID.

Le Royaume-Uni a souligné son Initiative Darwin pour protéger la biodiversité dans les milieux naturels, et Darwin Plus, qui se concentre sur les territoires insulaires du Royaume-Uni. Le

délégué a souligné les priorités du programme de développement pour l'après 2015, mettant l'accent sur l'éradication de la pauvreté, l'égalité de genre et la santé et les droits sexuels et reproductifs.

La République de Corée a annoncé la création prochaine d'un nouveau fonds de coopération du Forum Corée-îles du Pacifique.

La Roumanie, s'exprimant au nom de l'UE, a déclaré que Samoa, la Voie à suivre, propose une nouvelle façon de penser les modèles de coopération future. La déléguée a souligné le rôle des investissements du secteur privé dans la stimulation d'une croissance équilibrée, inclusive et durable, et a souligné que 11 des partenariats bilatéraux entre l'UE et les PEID sont axés sur l'énergie.

Le Sri Lanka a appelé à un cadre sur la vulnérabilité et la résilience pour les petits États, y compris les PEID, pour aider à déterminer l'accès aux, et l'attribution des, ressources financières.

Le Mexique a discuté d'un programme de coopération avec les pays des Caraïbes qui vise à aborder: la préservation et la conservation; le tourisme durable; le commerce; les catastrophes naturelles; et le transport.

Le Costa Rica a mentionné le Forum sur la vulnérabilité climatique, qui aborde les vulnérabilités rencontrées par tous les petits États, et a soutenu la coopération Sud-Sud, en particulier entre les PEID, et pour réduire la « fracture numérique ».

L'Argentine a déclaré que Samoa, la Voie à suivre pourrait contribuer au programme de développement de l'après 2015.

Le Népal a noté les impacts de la fonte des glaciers et de l'élévation du niveau de la mer, en déclarant que les destins des nations de montagne et des États insulaires sont liés.

L'Indonésie a souligné l'importance du développement fondé sur les ressources maritimes, le dénommant économie bleue, et s'est engagée à renforcer les liens aériens et maritimes avec les PEID dans la région.

Le Suriname a appelé les Nations Unies à jouer un rôle de leader dans la révision des critères déterminant la radiation de la liste des pays les moins avancés, et à agir en tant que défenseur des PEID auprès des institutions financières internationales.

Le Secrétariat du Commonwealth a mis en exergue un partenariat stratégique avec le Conseil nordique pour l'utilisation durable des ressources océaniques.

La CEPALC a souligné l'importance de l'intégration régionale et de renforcer la résilience tout en atténuant les risques.

Le PNUE a noté que le PNUE en direct, une plate-forme basée sur le Web, est utilisé pour partager de l'information sur les questions clés relatives aux PEID.

L'Organisation internationale pour les migrations a souligné la nécessité de se préparer aux catastrophes, et de promouvoir la mobilité des talents en tant que meilleur moyen de protéger les pays vulnérables.

Le Grand groupe des femmes a appelé à un plan de mise en œuvre clair de la Voie à suivre de Samoa.

DIALOGUE MULTIPARTITE DE PARTENAIRES: ÉNERGIE DURABLE

La Présidente du dialogue, Simona-Mirela Miculescu, de la Roumanie, a souhaité la bienvenue aux participants. Elizabeth Thompson, de SE4ALL, a modéré la session.

Andrew Jacobs, de l'UE, a mis en exergue le partenariat sur l'accès à énergie NZ/UE qui aide la région du Pacifique à réduire sa dépendance aux combustibles fossiles, et a suggéré d'étendre cette coopération à d'autres régions.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Asheline Appleton, Kate Louw, Leila Mead, Kate Offerdahl, et Delia Paul. Edition numérique: Langston James "Kimo" Goree VI et Kiara Worth. Version française: Sandra Gagnon. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le PNUE, et la Banque mondiale. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe BNT à la troisième Conférence internationale sur les PIED peut être contactée par courriel à l'adresse <delia@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

Naoko Ishii, Cheffe de la direction du FEM, a déclaré qu'une énergie abordable est essentielle au développement durable des PEID, et que la communauté internationale doit envisager de fixer un prix aux émissions de carbone et à réduire les subventions aux combustibles fossiles.

Adnan Amin, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie renouvelable (IRENA), a annoncé l'initiative SIDS Lighthouses de l'organisation visant à soutenir le développement des énergies renouvelables dans les PEID, et le lancement d'un projet de biocarburants à Samoa, financé par le Fonds de développement d'Abu Dhabi.

Christiana Figueres, Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, a souligné les possibilités pour les PEID dans le domaine des énergies renouvelables, en déclarant que leur petite taille et leur éloignement favorisent l'incubation de technologies d'énergie renouvelable, et permet la compétitivité des prix des combustibles fossiles.

Zaheer Allam, de l'Australian Urban Design Research Center, a souligné les besoins en matière de: promotion d'un ensemble énergétique diversifié; réduction du coût des énergies renouvelables; gestion de la consommation; et décentralisation du secteur de l'énergie renouvelable.

Discussion: Le délégué des Îles Marshall a déclaré que 95% de l'énergie fournie aux communautés des îles périphériques de son pays est de l'énergie solaire, et a souligné les avantages de la conversion de l'énergie thermique des mers. Les Bahamas ont indiqué que le pays vise à ce que l'utilisation d'énergie renouvelable atteigne 30% d'ici 2030, et ont discuté de leur partenariat avec l'Initiative de l'IRENA sur les énergies renouvelables et les îles. L'Allemagne a soutenu la Feuille de route 2030 de l'IRENA sur les énergies renouvelables, et a souligné les partenariats de son pays avec les PEID.

La Norvège a parlé d'une initiative qui aide plus de 20 PEID dans le développement de projets d'énergie propre. Saint-Kitts-et-Nevis ont mentionné le soutien de Cuba et du Venezuela pour l'élimination des ampoules à incandescence, et le soutien de la Chine pour l'installation de lampadaires solaires.

L'Italie a décrit un partenariat visant des stratégies durables en matière de biomasse, d'énergie solaire et de biocarburants dans les PEID.

Le Royaume-Uni a décrit un partenariat visant à implanter le biogaz à Samoa.

La Nouvelle-Zélande a souligné les résultats du Sommet énergétique du Pacifique 2013, organisé par la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne.

Les États-Unis ont souligné l'Initiative sur la sécurité énergétique des Caraïbes et l'intention de son pays de travailler avec la Grenade comme pays pilote pour améliorer son secteur de l'énergie. Le délégué a mentionné un atelier prochain qui sera organisé avec l'IRENA et le Secrétariat du Programme régional pour l'environnement du Pacifique (SPREP), et a indiqué que les meilleures pratiques seraient partagées grâce à l'initiative SIDS Lighthouses de l'IRENA.

La Communauté du Pacifique a mis en exergue des partenariats sur: les vélos dans les capitales; le Programme Miracle mélanésien d'un million visant à fournir l'électricité à un million de personnes d'ici 2020; et Cooking for Life, qui promeut l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié (GPL).

D'autres partenariats ont également été annoncés, incluant notamment sur: la réduction des gaz à effet de serre; le renforcement de la stabilité du réseau; le soutien à la gestion des connaissances; le renforcement des capacités et l'élargissement des marchés pour les énergies renouvelables; et la promotion d'un développement industriel à faible émission de carbone à travers les micros, petites et moyennes entreprises.

Le PNUD a plaidé pour des solutions à petite échelle, telles que les mini-réseaux et les systèmes solaires domestiques. Le Forum des îles du Pacifique a souligné l'importance de l'efficacité des transports. La Barbade a offert de partager son expertise en matière de chauffe-eau solaires avec d'autres PEID.

DIALOGUE MULTIPARTITE DE PARTENAIRES: OCÉANS, MERS ET BIODIVERSITÉ

Milan Jaya Meetarbhan, de Maurice, a présidé et modéré le dialogue.

Dans ses remarques d'ouverture, Arvin Boolell, de Maurice, a souligné la nécessité de développer une économie durable dans les zones océaniques.

Tommy Remengesau, Président de Palau, a appelé à regarder au-delà de l'approche de la zone économique exclusive (ZEE) et à adopter une approche holistique et globale des océans. Il a invité les Parties intéressées à collaborer à la National Marine Sanctuary Palau.

L'Ambassadeur Angus Friday, de la Grenade, a proposé d'établir une plate-forme qui dépasse le simple partage des meilleures pratiques, par la collecte d'information sur les projets et le jumelage des projets aux bailleurs de fonds.

Miguel de Serpa Soares, Sous-Secrétaire général des Nations Unies aux affaires juridiques, a présenté ONU-Océans en tant que mécanisme de coordination inter-agences.

Biliana Cicin-Sain, Présidente du forum Océan mondial, a appelé à l'examen de nouveaux types d'utilisation des zones côtières et des ZEE, et à la mobilisation de financements accompagnés des capacités renforcées, soulignant l'importance de faire en sorte que les initiatives nouvelles et supplémentaires soient authentiques et durables.

Kate Brown, du Partenariat mondial pour les îles, a proposé d'éviter d'élaborer de nouveaux partenariats thématiques, et de se concentrer plutôt sur une approche visant un impact collectif, l'inclusion et la mobilisation du leadership politique de haut niveau.

Discussion: Les États-Unis ont présenté les travaux du Réseau mondial d'observation de l'acidification des océans (GOA-ON). Le délégué a annoncé le maintien du soutien des États-Unis pour la Commission des pêches pour l'Atlantique Centre-Ouest de la FAO, ainsi que de nouveaux partenariats sur la lutte contre l'acidification des océans, la pollution marine, la pêche illégale et la transparence dans la provenance des fruits de mer.

Les Îles Salomon ont appelé à des partenariats en matière de gestion des ressources impliquant à la fois des PEID et des partenaires non issus des PEID.

Les Maldives ont annoncé la création d'une réserve de biosphère de l'UNESCO et d'une unité de police environnementale.

La Chine a décrit ses partenariats créés avec la Jamaïque pour construire des systèmes d'observation des océans, et avec d'autres PEID sur les questions de surveillance de la biodiversité, la RRC, et la gestion des zones côtières.

Tonga a présenté un aperçu du projet sur les Minéraux des grands fonds marins du Secrétariat de la Communauté du Pacifique (SCP) et de l'UE, qui vise à réglementer l'industrie de l'exploitation minière en haute mer dans la région du Pacifique d'une manière coordonnée.

Le SPREP a annoncé son partenariat avec la National Geographic Society et la Fondation Waitt, qui comprendra le renforcement des capacités des membres du SPREP pour établir des réserves marines « où la pêche est interdite ».

Le Secrétariat de la CDB a souligné son Initiative océan durable. La CARICOM a annoncé son projet de collaboration sur cinq ans intitulé Intégration de l'eau, des terres et de la gestion des écosystèmes dans les PEID des Caraïbes. L'OMM a présenté une initiative visant à mettre en place un cadre mondial pour les services climatologiques destinés aux PEID. Le mécanisme SIDS DOCK a souligné l'Initiative Carbone bleu menée par le PNUF, qui vise à assurer le maintien de la gestion des ressources marines telles que les fonctions de piégeage et de stockage du carbone.

DANS LES COULOIRS

Alors que le troisième jour de la conférence tirait à sa fin, bon nombre de délégués faisaient l'éloge du pays d'accueil, Samoa, pour son accueil impeccable. D'autres, cependant, se sont interrogés sur les « leçons à retenir » de la conférence, en remarquant qu'elle a été caractérisée par un programme mixte.

Étant donné que le débat général en plénière s'est tenu durant toute la conférence, certains délégués ont demandé si suffisamment de temps avait été consacré à répondre aux questions d'importance, et si l'organisation de discussions parallèles constituait une utilisation rationnelle du temps et des ressources. « Il faut se demander si jour après jour, le débat général n'est pas en train de drainer l'énergie des dialogues de partenaires, qui constituent le lieu où des actions et des engagements concrets sont effectivement pris » a déclaré un délégué.

Bien que beaucoup ait été dit sur les changements climatiques au cours des trois derniers jours, peu a été mentionné sur la question des migrations dues aux changements climatiques, frustrant certains, qui reconnaissaient que cette question, qui est devenue pressante pour certains PEID, est encore très controversée.

Les pays en développement sans littoral (PDSL), quant à eux, ont profité de l'occasion pour générer des possibilités de partenariat. La situation, telle que décrite par un délégué, se résume à « des pays à revenu intermédiaire tentant d'influencer les votes des PEID, des pays parmi les moins avancés et des PDSL tentant de s'emparer de certains partenariats, et des pays donateurs courant dans l'autre sens, parlant de nouvelles formes de financements dites innovantes ».

Néanmoins, plus d'un délégué a remarqué l'atmosphère de bonne volonté lors de la conférence. Selon la vision optimiste d'un négociateur chevronné, « finalement, nous voulons tous naviguer sur le même bateau durable ».

COMPTE-RENDU ET ANALYSE DU BNT: Le compte-rendu et l'analyse du *Bulletin des négociations de la Terre* de troisième Conférence internationale sur les PEID seront disponibles le dimanche 7 septembre 2014, en ligne à l'adresse: <http://www.iisd.ca/sids/sids2014/>



COMPTE-RENDU DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES PEID: 1^{ER} AU 4 SEPTEMBRE 2014

La troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement (PEID) s'est tenue du 1^{er} au 4 septembre 2014, à Apia, au Samoa, sur le thème « Pour un développement durable des petits États insulaires en développement fondé sur des partenariats véritables et durables ». Parallèlement aux discussions plénières, six dialogues multipartites de partenaires ont eu lieu sur les thèmes suivants: le développement économique durable; les changements climatiques et la gestion des risques de catastrophes (GRC); le développement social, la santé et les maladies non transmissibles (MNT), les jeunes et les femmes; l'énergie durable; les océans, les mers et la diversité biologique; et l'eau et l'assainissement, la sécurité alimentaire et la gestion des déchets. De nombreux pays et de nombreuses organisations ont annoncé de nouveaux engagements et partenariats. Des Forums organisés par les jeunes, les Grands groupes et autres parties prenantes, le secteur des énergies renouvelables et le secteur privé ont eu lieu avant la conférence.

Vingt-et-un chefs d'État et de gouvernement et 3 500 délégués ont participé à la conférence, y compris des représentants de gouvernements, du secteur privé et de la société civile. Outre les travaux formels, de nombreuses manifestations parallèles ont eu lieu sur des questions d'importance pour les PEID, comme la radiation de certains PEID de la liste des pays les moins avancés (PMA), les financements à conditions avantageuses, le suivi et l'évaluation scientifiques, et le renforcement de la résilience. La conférence a également permis de mettre en valeur les traditions culturelles du pays d'accueil, le Samoa, et d'autres nations insulaires, avec des spectacles de danse et des expositions journalières de textiles et de sculptures sur bois traditionnels et autres objets d'artisanat dans le « Village PEID », situé sur le site de la conférence.

La troisième Conférence internationale sur les PEID a produit un document final, intitulé « Modalités d'action accélérées des PEID (Samoa, la Voie à suivre) ». Le document a été négocié au cours du processus préparatoire qui s'est tenu au siège des Nations Unies à New York et a été adopté sans autre discussion au cours de la plénière de clôture le jeudi 4 septembre 2014.

BREF HISTORIQUE DES CONFÉRENCES SUR LES PEID

La vulnérabilité des îles et des littoraux a été reconnue par la 44^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) en 1989 avec l'adoption de la Résolution 44/206 concernant les effets négatifs éventuels de l'élévation du niveau de la mer sur les îles et les zones côtières, en particulier les basses terres côtières. La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Sommet de la terre), tenue en 1992, à Rio de Janeiro, au Brésil, a porté le cas particulier des petites îles et des zones côtières à l'attention internationale par l'adoption d'Action 21, un programme d'action pour le développement durable. Le Chapitre 17 d'Action 21, consacré à la protection des océans, de toutes les mers et des zones côtières comprenait un domaine d'activités sur le développement durable des petites zones insulaires. Action 21 demandait également la tenue d'une conférence mondiale sur le développement durable des PEID.

CONFÉRENCE MONDIALE SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES PEID: Créée par la Résolution 47/189 de l'AGNU, la Conférence mondiale des Nations Unies sur le développement durable des PEID s'est tenue à Bridgetown, à la Barbade, du 25 avril au 6 mai 1994. La Conférence a adopté le Programme d'action de la Barbade

DANS CE NUMÉRO

Bref historique des Conférences sur les PEID	1
Compte-rendu de la Conférence	3
Débat général	4
Dialogues de partenaires	5
Plénière de clôture	8
Modalités d'action accélérées des PEID: Samoa, la Voie à suivre	9
Brève analyse de la troisième Conférence internationale sur les PEID	12
Réunions à venir	14
Glossaire	15

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Asheline Appleton, Kate Louw, Leila Mead, Kate Offerdahl, et Delia Paul. Edition numérique: Langston James "Kimo" Goree VI et Kiara Worth. Version française: Sandra Gagnon - Correctrice: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du Bulletin sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au Bulletin, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le PNUE, et la Banque mondiale. Le financement pour la traduction du Bulletin en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA.



<http://enb.iisd.mobi/>

pour le développement durable des PEID (PAB), un programme en 14 points qui détermine les domaines prioritaires et les mesures spécifiques nécessaires pour relever les défis particuliers auxquels sont confrontés les PEID. Ces domaines prioritaires sont les changements climatiques et l'élévation du niveau de la mer, les catastrophes naturelles et écologiques, la gestion des déchets, les ressources côtières et marines, les ressources en eau douce, les ressources foncières, les ressources énergétiques, les ressources touristiques, la diversité biologique, les institutions nationales et les capacités administratives, les institutions régionales et la coopération technique, les transports et les communications, la science et la technologie, et la mise en valeur des ressources humaines. Le PAB a en outre défini des domaines d'intervention intersectoriels, à savoir: le renforcement des capacités; le développement institutionnel aux niveaux national, régional et international; la coopération en matière de transfert de technologies écologiquement rationnelles; la diversification du commerce et de l'économie; et le financement. La Conférence a également adopté la Déclaration de la Barbade, annonce d'une volonté politique à la base des engagements contenus dans le PAB. La Commission du développement durable des Nations Unies a été chargée d'assurer le suivi de la mise en œuvre du PAB.

SEAGNU 22: En septembre 1999, la 22^e session extraordinaire de l'AGNU (SEAGNU 22) a entrepris un examen et une évaluation approfondis de la mise en œuvre du PAB. La session extraordinaire a adopté le document intitulé « État d'avancement et initiatives pour la future mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des PEID », qui identifiait six domaines réclamant une attention urgente: les changements climatiques, les catastrophes naturelles et écologiques et la variabilité du climat, les ressources en eau douce, les ressources côtières et marines, les énergies, et le tourisme. En outre, la session extraordinaire a mis l'accent sur la nécessité de se concentrer sur les moyens de mise en œuvre. La session extraordinaire a également adopté une déclaration dans laquelle les États membres ont, entre autres, réaffirmé les principes encadrant le développement durable et leur engagement en sa faveur, comme formulés dans Action 21, la Déclaration de la Barbade et le PAB.

SOMMET DU MILLÉNAIRE: En septembre 2000, lors du Sommet du Millénaire des Nations Unies à New York, les dirigeants du monde ont adopté la Déclaration du Millénaire des Nations Unies (Résolution 55/2 de l'AGNU) et, ce faisant, ont décidé de répondre aux besoins particuliers des PEID par la mise en œuvre rapide et intégrale du PAB et des conclusions de la SEAGNU 22.

SMDD: Le Sommet mondial pour le développement durable (SMDD) s'est tenu du 26 août au 4 septembre 2002 à Johannesburg, en Afrique du Sud. Le SMDD a réaffirmé le cas particulier des PEID en consacrant un chapitre du Plan de mise en œuvre de Johannesburg (PMCEJ) au développement durable des PEID, chapitre qui a défini un ensemble d'actions prioritaires, a demandé un examen complet et approfondi du PAB et a invité l'Assemblée générale à envisager, lors de sa 57^e session, la convocation d'une deuxième réunion internationale sur le développement durable des PEID.

RÉUNION INTERNATIONALE CHARGÉE D'EXAMINER LA MISE EN ŒUVRE DU PAB: Réunion internationale chargée d'examiner la mise en œuvre du

Programme d'action pour le développement durable des PEID a eu lieu du 10 au 14 janvier 2005, à Port-Louis, à Maurice. Les séances plénières se sont réunies autour des thèmes suivants: les vulnérabilités environnementales des PEID; les difficultés particulières auxquelles se heurtent les PEID dans les domaines du commerce et du développement économique; le rôle de la culture dans le développement durable des PEID; la réponse aux nouvelles tendances et aux enjeux sociaux liés au développement durable des PEID; et le développement de la capacité de résistance dans les PEID. À l'issue de la réunion, les délégués ont adopté la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des PEID (SMCEM), qui énonce les actions et les stratégies dans 19 domaines prioritaires, y compris la radiation de certains PEID de la liste des PMA, les modes de consommation et de production durables (CPD), la santé et la gestion des connaissances.

SMCEM+5: La Réunion de haut niveau chargée d'examiner l'application de la SMCEM (SMCEM+5) s'est tenue les 24 et 25 septembre 2010 au siège des Nations Unies à New York. Les délégués ont participé à deux tables rondes multipartites, qui ont porté sur la réduction de la vulnérabilité, le renforcement de la résilience des PEID et le renforcement de l'appui de la communauté internationale aux PEID, ainsi qu'à un dialogue interactif sur les perspectives transrégionales relatives aux enjeux et aux priorités communes pour l'avenir. Le principal résultat de cette réunion a été une déclaration politique élaborant des engagements nouveaux et renouvelés pour la mise en œuvre du PAB et de la SMCEM.

RIO+20: La troisième et dernière réunion du Comité préparatoire de Rio+20, les consultations informelles pré-conférence organisées par le pays hôte, et la CNUDD se sont tenues l'une à la suite de l'autre, à Rio de Janeiro, au Brésil, du 13 au 22 juin 2012. Le document final de la conférence, intitulé L'avenir que nous voulons, réaffirme dans les paragraphes 178 à 180, que les PEID sont un cas à part en matière de développement durable en raison de leurs vulnérabilités uniques et particulières, notamment leur petite taille, leur isolement, l'insuffisance de leurs ressources et de leurs exportations ainsi que leur vulnérabilité face aux problèmes environnementaux qui se posent à l'échelle mondiale et aux chocs économiques externes, notamment face aux répercussions des changements climatiques et aux catastrophes naturelles. L'avenir que nous voulons a également demandé la tenue, en 2014, d'une troisième conférence internationale sur les PEID s'appuyant sur le PAB et la SMCEM.

AGNU-67: La Résolution 67/207, portant sur le suivi et l'application de la SMCEM, a mis en place les modalités de la Conférence internationale de 2014 sur les PEID, et a accueilli favorablement l'offre du Gouvernement du Samoa d'accueillir la conférence. La Résolution a appelé la conférence à: évaluer les progrès accomplis à ce jour et les lacunes à combler dans la mise en œuvre du PAB et de la SMCEM; s'efforcer d'amener les pays à s'engager de nouveau à répondre aux besoins spécifiques et aux vulnérabilités des PEID, en se concentrant sur des mesures concrètes et pragmatiques; identifier les nouveaux défis et les perspectives pour le développement durable des PEID; et à recenser les priorités des PEID pour en tenir compte, si nécessaire, lors de l'élaboration du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015.

RÉUNION PRÉPARATOIRE POUR LA RÉGION DES

CARAÏBES: Cette réunion, qui s'est tenue du 2 au 4 juillet 2013 à Kingston, en Jamaïque, a publié un document de 44 paragraphes (le « Résultat de Kingston ») qui réaffirme les engagements antérieurs, notamment le PAB, la SMCEM et le PMCEJ. Le Résultat de Kingston a identifié les entraves à la réalisation du développement durable des PEID, notamment: le manque de volonté politique de la part de la plupart des pays développés concernant le respect de leurs engagements; la vulnérabilité des PEID face aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles ainsi que les répercussions qui y sont associées sur l'industrie du tourisme; et le classement de nombreux PEID des Caraïbes parmi les pays à revenu intermédiaire à élevé, ce qui leur interdit l'accès à certaines sources d'aide au développement. Le document a réclamé de nouvelles ressources financières, supplémentaires et prévisibles pour le développement durable, incluant notamment des mécanismes de financement régionaux appropriés. Il a également mis l'accent sur le rôle des femmes et des jeunes; les défis et les occasions liés à la migration; et le potentiel des mécanismes internationaux relatifs au climat. Parmi les autres questions abordées figurent, entre autres: l'autonomisation des communautés; la réduction des risques de catastrophe (RRC) aux niveaux régional et national; une approche de l'élimination de la pauvreté axée sur l'être humain; le renforcement des systèmes de santé; et l'allègement de la dette pour les petits pays à revenu intermédiaire qui ont contracté une dette.

RÉUNION PRÉPARATOIRE POUR LA RÉGION DU

PACIFIQUE: Cette réunion, qui s'est tenue du 10 au 12 juillet 2013, à Nadi, aux Fidji, a adopté un projet de document final, intitulé « Accélérer l'approche intégrée du développement durable », qui contient des recommandations sur, entre autres: les changements climatiques; la santé, en particulier les MNT; le développement social; la gouvernance; les infrastructures; les énergies durables; les océans; la gestion et la protection durables des ressources; le soutien institutionnel des Nations Unies aux PEID; les priorités et les plans nationaux; la gestion économique durable et sans exclusion; et les moyens de mise en œuvre et les partenariats.

RÉUNION PRÉPARATOIRE POUR LA RÉGION DE

L'AIMS: La Réunion préparatoire pour la région de l'AIMS s'est tenue à Baie Lazare, aux Seychelles, du 17 au 19 juillet 2013. Le document final appelle à un changement de paradigme dans l'approche du développement durable des PEID, en reconnaissant que chaque pays requiert ses propres outils différenciés, et en insistant sur la notion de solidarité des PEID comme étant un préalable nécessaire à la mise en œuvre du PAB et de la SMCEM. Les domaines prioritaires incluent: l'économie bleue; les mécanismes de financement et les instruments du commerce; la collaboration régionale et les arrangements institutionnels; et les partenariats. Le document final identifie un certain nombre de nouveaux défis et de possibilités, notamment: la gouvernance des océans, la réduction des risques de catastrophe, la criminalité internationale organisée, la croissance démographique et l'urbanisation, la gestion des déchets chimiques et dangereux, la pollution transfrontalière, et la sécurité alimentaire et la nutrition.

RÉUNION PRÉPARATOIRE INTERRÉGIONALE:

La réunion préparatoire interrégionale (RPI) de la troisième Conférence internationale sur les PEID s'est tenue à

Bridgetown, à la Barbade, du 26 au 28 août 2013. Les discussions menées au cours de ces trois jours ont notamment abordé: les résultats des trois réunions préparatoires régionales; l'identification des lacunes et des contraintes dans la mise en œuvre du PAB et de la SMCEM; l'économie bleue; les stratégies de gestion de la dette; et la célébration de la première Année internationale des PEID. De longues négociations ont eu lieu sur le projet de document final de la conférence des PEID. Les délégués ont adopté provisoirement la Déclaration de Needham's Point Bridgetown; toutefois, le document final n'a pas été accepté, et les délégués ont suspendu la RPI. La RPI a été convoquée à nouveau le 16 septembre à New York, où le document final a été adopté.

COMITÉ PRÉPARATOIRE: Le Comité préparatoire de la conférence s'est réuni au siège des Nations Unies à New York en février, avril et juin 2014, pour discuter des objectifs et du thème de fond de la conférence ainsi que des questions d'organisation et de procédure, et pour finaliser le document final. Le 11 juillet 2014, le Comité préparatoire a approuvé le projet de document final de la troisième Conférence internationale sur les PEID, intitulé « Modalités d'action accélérées des PEID (Samoa, la Voie à suivre) ».

COMPTE-RENDU DE LA CONFÉRENCE

La troisième Conférence internationale sur les PEID s'est ouverte lundi matin, 1^{er} septembre 2014. Les délégués ont élu Tuilaepa Aiono Sailele Malielegaoi, Premier ministre du Samoa, en tant que Président de la conférence. Ils ont également adopté l'ordre du jour (A/CONF.223/1) et le règlement intérieur (A/CONF.223/2). Les représentants des pays suivants ont été élus Vice-Présidents de la conférence: le Bénin, Maurice et la Tanzanie pour l'Afrique; le Japon et les Maldives pour la région Asie-Pacifique; l'Estonie et la Roumanie pour l'Europe de l'Est; les Bahamas, la Barbade et le Mexique pour l'Amérique latine et les Caraïbes; et l'Allemagne, l'Espagne et la Turquie pour l'Europe occidentale et autres groupes. Les délégués ont également élu Fonotoe Nuafesili Pierre Laufofo, Vice-Premier ministre du Samoa, comme Vice-Président ex-officio. Milan Jaya Meetarbhan, représentant permanent de Maurice auprès des Nations Unies, a été nommé Rapporteur général.

La conférence a adopté l'organisation des travaux (A/CONF.223/4) et a approuvé la participation des organisations intergouvernementales (OIG) figurant dans le document A/CONF.223/5: l'Union des télécommunications des Caraïbes, l'Organisation du tourisme du Pacifique Sud, et la Commission des pêches du Pacifique occidental et central. Les délégués à la conférence ont approuvé la nomination de la Belgique, de la Chine, de la Colombie, du Gabon, du Guyana, de la Fédération de Russie, de Singapour, de la Tanzanie et des États-Unis en tant que membres du Comité de vérification des pouvoirs.

Le Président de la conférence Tuilaepa a accueilli les délégués au Samoa. Il a déclaré que le Sommet sur le climat, qui se tiendra en septembre 2014 au siège des Nations Unies à New York, devrait transmettre un signal clair aux délégués visant à assurer que la vingt-et-unième réunion de la Conférence des Parties à Paris soit une « conférence de l'espoir », de concert avec l'adoption d'un traité ambitieux sur le climat en 2015. Il a souligné que la désignation de 2014 comme l'Année internationale des PEID constitue la première reconnaissance de ce type accordée à un groupe de pays, et que l'adoption

du document Samoa, la Voie à suivre, plusieurs mois avant la conférence constitue un événement unique dans le contexte des Nations Unies.

Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, a déclaré que le monde devrait accorder la priorité à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans les PEID, et parvenir à un accord significatif sur le programme de développement pour l'après 2015 et à un traité mondial sur le climat qui reflètent les besoins des PEID. Samoa, la Voie à suivre, a-t-il déclaré, « constitue une route que nous devons parcourir ensemble ».

John Ashe, Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, a souligné que cette conférence se tient à un moment crucial, alors que le monde façonne un nouveau programme de développement international, et a appelé les dirigeants à « soumettre des options de négociations » au Sommet de 2014 sur le climat.

Baron Divavesi Waqa, Président de Nauru et Président de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), a souligné que l'atteinte du succès exige des engagements à long terme et des partenariats. Il a demandé davantage de discipline de la part des partenaires dans le respect de leurs engagements pris de longue date de façon à ce que les PEID puissent planifier efficacement leur avenir. Il a encouragé l'établissement de mécanismes de suivi et d'évaluation pour s'assurer que les mesures ne soient pas « détournées de leur objectif ».

Martin Sajdik, Président du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), a souligné que la communauté internationale a une responsabilité particulière en ce qui concerne les PEID. Il a souligné les efforts du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) et de l'ECOSOC pour soutenir les partenariats, et a instamment demandé la création d'un espace de participation efficace pour la société civile.

Wu Hongbo, Secrétaire générale de la conférence et Secrétaire général des Nations Unies aux affaires économiques et sociales, a félicité les PEID pour leurs capacités à trouver des solutions innovantes en dépit de ressources limitées, et a souligné l'importance de la conférence en tant que plateforme permettant à la communauté internationale de s'engager sur ces questions.

Au nom des neuf Grands groupes, Lemalu Nele Leilua, du Groupe de coordination des organisations non gouvernementales du Samoa, a présenté un aperçu du Forum pré-conférence des Grands groupes et autres parties prenantes, indiquant que le forum a notamment appelé à : établir un objectif de développement durable sur l'égalité de genre; intégrer les droits des peuples autochtones dans Samoa, la Voie à suivre; souligner l'importance des jeunes; et à prendre des mesures urgentes et ambitieuses en matière d'adaptation, d'atténuation, et de pertes et préjudices.

DÉBAT GÉNÉRAL

Le débat général a débuté lundi, à la suite de la plénière d'ouverture, et s'est poursuivi jeudi. Il était composé de 21 déclarations de chefs d'État et de gouvernement, d'environ 80 déclarations des représentants des PEID et d'autres États membres des Nations Unies, ainsi que de 41 déclarations des représentants des Nations Unies et d'autres organisations internationales, et des Grands groupes.

Lundi, de nombreux intervenants ont souligné les défis de développement auxquels sont confrontés les PEID, en particulier les changements climatiques, et ont décrit les initiatives nationales de développement durable. Des appels ont été lancés pour renforcer les partenariats visant à relever les défis clés, notamment en améliorant leur capacité de gestion et leur efficacité. Les délégués ont également demandé que les besoins des PEID soient mieux restitués dans les partenariats internationaux. Bon nombre de délégués ont cité l'Initiative du Triangle de corail sur les récifs coralliens, la pêche et la sécurité alimentaire comme un modèle de partenariat possible. Un partenariat a été annoncé entre les Comores, la Nouvelle-Zélande et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur le développement des énergies renouvelables.

La Bolivie, s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, a noté la nécessité d'intégrer le développement durable dans tous les politiques et programmes, et a souligné l'importance de la volonté politique et des partenariats durables pour la mise en œuvre du PAB, de la SMCEM et de Samoa, la Voie à suivre.

L'Union européenne (UE) a souligné les principaux domaines de partenariat régional pour les PEID dans les domaines de l'énergie, de la santé des océans, de la biodiversité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et le programme de développement pour l'après 2015.

Mardi, le débat général a porté sur: la restructuration de la dette, le renforcement de la capacité de résistance des PEID, la gestion des déchets, les changements climatiques, l'élévation du niveau de la mer, et la récupération suite à des événements météorologiques extrêmes, les pêches, le développement économique durable, les questions relatives à la radiation de certains PEID de la liste des PMA, l'égalité de genre, les emplois décents, et le financement et la mise en fonction du Fonds vert pour le climat.

Les intervenants ont évoqué: le mécanisme SIDS DOCK sur l'énergie durable comme un succès; le Corridor biologique des Caraïbes comme un modèle de coopération régionale; l'Initiative défi des Caraïbes pour la conservation et le financement durable des milieux marins et côtiers; l'initiative « SIDS Lighthouses » de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables visant l'intensification du recours aux énergies renouvelables dans les PEID; et les partenariats public-privé sur la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN), l'acidification des océans et les zones marines protégées.

La Malaisie a signalé sa promesse de 1 million USD pour contribuer au développement durable des PEID; Singapour a décrit un programme de coopération technique de trois ans pour fournir une aide dans les domaines prioritaires des PEID; le Japon a déclaré qu'il fournira une aide destinée à des programmes de formation dans un certain nombre de secteurs; et le Venezuela a mentionné les dispositions relatives à l'énergie du Fonds de développement PetroCaribe destiné aux PEID des Caraïbes, qui dispose d'un portefeuille de prêts s'élevant à 206 milliards USD.

Mercredi, les déclarations des pays ont souligné l'importance de: promouvoir la connectivité inter et intra-régionale entre les PEID; reconsidérer l'utilisation du Produit intérieur brut (PIB) comme seule mesure de la richesse; réaliser des progrès sur les OMD; faire face à la pénurie d'eau; et de promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Plusieurs pays ont annoncé des partenariats et des financements spécifiques aux PEID. D'autres ont mentionné la promotion de l'investissement direct étranger, la coopération triangulaire et la coopération Sud-Sud, entre les PEID, ainsi qu'avec d'autres partenaires. La Barbade a appelé à la mise en place d'un mécanisme de financement spécifique aux PEID au sein du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et a offert de servir de plaque tournante pour une nouvelle collaboration intergouvernementale entre les PEID. Le Sri Lanka a plaidé pour l'établissement d'un cadre sur la vulnérabilité et la résilience des petits États, y compris les PEID, pour aider à déterminer l'accès aux ressources financières et les critères en déterminant l'attribution. Le Surinam a appelé les Nations Unies à jouer un rôle de chef de file dans la révision des critères déterminant la radiation des pays de la liste des PMA, et à défendre les intérêts des PEID auprès des institutions financières internationales.

De nombreux partenariats ont été mis en exergue, dont un programme de coopération entre le Mexique et les pays des Caraïbes visant à répondre à un éventail de questions relatives au développement durable, et un partenariat entre le Secrétariat du Commonwealth et le Conseil nordique portant sur l'utilisation durable des ressources océaniques. Samoa, la Voie à suivre a été salué en tant que nouvelle façon de penser les modèles de coopération future et le rôle de l'investissement du secteur privé dans la catalyse d'une croissance équilibrée, inclusive et durable. La possibilité d'une coopération entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et les PEID a été suggérée.

Jeudi, de nombreux délégués ont abordé les questions relatives aux océans. L'Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique a mis en exergue un système de gestion coopérative du thon blanc dans une zone économique exclusive (ZEE), et a appelé à la reconnaissance des droits des États côtiers de contrôler la pêche et de développer les possibilités de pêche. Le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique a souligné le rôle central des océans pour les PEID, a mis en exergue le lancement de l'Alliance sur l'océan Pacifique, a appelé à un objectif de développement durable spécifique aux océans, a instamment demandé la révision des critères de radiation des pays de la liste des PMA afin de mieux refléter la vulnérabilité des PEID, et a soutenu un meilleur accès au financement relatif aux changements climatiques.

Le Secrétariat de la Communauté du Pacifique a mis l'accent sur l'appel de Samoa, la Voie à suivre d'accorder une attention particulière à la collecte de données et aux statistiques.

La Commission de l'océan Indien a proposé une liste de PEID à approuver et à reconnaître comme une seule entité au sein du système des Nations Unies, afin de tirer parti de ressources spécifiques.

La Commission océanographique internationale de l'Organisation des Nations pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO-COI) a déclaré que « la science est la clé de l'avenir des petits États insulaires » en ce qui concerne les changements climatiques, l'acidification des océans et les questions connexes. La déléguée a souligné les investissements de l'organisation en matière d'alerte précoce, et a plaidé pour que les mesures touchant les océans et les zones côtières, incluant la promotion du patrimoine culturel subaquatique, deviennent prioritaires.

La Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies s'est engagée à faire entendre le message de Samoa, la Voie à suivre lors de la troisième Conférence des Nations Unies sur la prévention des risques de catastrophes à Sendai, au Japon, en mars 2015, en notant que de nombreux PEID ont déjà mis en œuvre le Cadre d'action de Hyogo sur la préparation face aux risques de catastrophes.

La Convention sur la diversité biologique (CDB) a appelé tous les PEID à ratifier le Protocole de Nagoya, et à profiter du Partenariat mondial sur les îles et de l'Initiative océan durable.

La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification a appelé les PEID à « placer la dégradation des terres à l'avant-plan » de leurs préoccupations, puisque les petites îles ne peuvent se permettre de dégrader leurs terres.

Plusieurs autres agences des Nations Unies et organisations internationales ont mis en exergue des exemples de leurs travaux en faveur des PEID. Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé un accroissement de l'appui financier destiné à répondre aux besoins des PEID, incluant de nouveaux fonds accessibles et de l'assistance technique. Le Fonds monétaire international (FMI) a noté les caractéristiques uniques des économies des PEID, y compris leurs besoins plus élevés en matière de dépenses publiques, l'instabilité de leur économie et leur nécessité de filets de sécurité sociale. Il a encouragé les PEID à s'approprier la conduite de leurs réformes et la gestion des politiques financières et économiques, et à développer des partenariats avec la communauté internationale.

Le FEM a annoncé un engagement pour les PEID s'élevant à 256 millions USD sur la période 2014-2018, une augmentation de 9% par rapport à la période quadriennale précédente.

ONU Femmes a plaidé pour garantir l'accès des femmes à la propriété et au contrôle des terres, et mettre fin au manque d'information qui entrave les progrès en matière d'égalité. Le Centre Sud a plaidé pour des moyens de mise en œuvre et des financements accélérés pour le développement des PEID.

Le Grand groupe des Autorités locales a invité les délégués à signer la Déclaration des îles sur les changements climatiques qui sera présentée à la CdP 21 à Paris, en France, en 2015. D'autres Grands groupes ont appelé à: travailler avec les organisations d'agriculteurs pour créer des emplois en milieu rural; accorder aux agriculteurs une juste rétribution pour leur travail; et recourir à des approches participatives à caractère transformateur.

Les déclarations complètes prononcées au cours du débat général peuvent être consultées à l'adresse: <http://www.sids2014.org/index.php?menu=1590>

DIALOGUES DE PARTENAIRES

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE:

Freundel Stuart, Premier ministre de la Barbade, a présidé cette séance lundi après-midi. Henry Puna, Premier ministre des Îles Cook, a appelé à la protection des zones de pêche partagées et des minéraux abondants à travers le développement durable des océans. Keith Mitchell, Premier ministre de la Grenade, a déclaré que le développement économique durable est aujourd'hui synonyme de création d'emplois et de richesse, déclarant que des partenariats profitables sont possibles dans les PEID.

Murray McCully, Ministre des affaires étrangères de la Nouvelle-Zélande, a souligné l'importance de disposer de partenariats solides et d'opter pour des initiatives durables. Le Président de l'ECOSOC Sadjik a demandé de s'assurer que les mécanismes relatifs aux partenariats soient intégrés dans le programme de développement pour l'après 2015. Rolph Payet, Ministre de l'environnement et de l'énergie des Seychelles, a présenté un aperçu de l'initiative dette-nature de son pays. Zhu Min, du FMI, a notamment souligné l'assistance technique déployée par l'organisation pour développer des politiques monétaires et budgétaires, les prêts qu'elle octroie à des conditions préférentielles aux pays à faible revenu, et les travaux qu'elle entreprend avec les États récemment radiés de la liste des PMA.

Dans la discussion, animée par Cletus Springer, de l'Organisation des États américains, de nombreux pays ont souligné l'importance de l'intégration régionale ainsi que les possibilités de partenariat avec la communauté internationale dans son ensemble. Les discussions ont également porté sur l'importance des partenariats pour: le renforcement des capacités; la création d'emplois; le développement des infrastructures; la technologie; et les SCP. Parmi les autres sujets abordés figurent les systèmes de gestion publique et le tourisme durable.

Un compte-rendu de cette discussion est disponible à l'adresse <http://www.iisd.ca/vol08/enb0854f.html>

CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET GESTION

DES RISQUES DE CATASTROPHES: Cet évènement a eu lieu mardi matin et a été co-présidé par José Manuel García-Margallo, Ministre des affaires étrangères et de la coopération de l'Espagne, et Takao Makino, Vice-Ministre parlementaire aux affaires étrangères du Japon, qui a parlé de la construction d'un nouveau Centre sur les changements climatiques dans le Pacifique.

Antone Tong, Président de Kiribati, a souligné la création de la Coalition des Nations d'atoll sur les changements climatiques. Andris Piebalgs, Commissaire européen au développement, a plaidé pour l'intégration des changements climatiques dans les secteurs tels que l'énergie et l'agriculture durables. Mary Robinson, Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les changements climatiques, a indiqué qu'au moins 125 chefs d'État et de gouvernement devraient assister à la Conférence des Nations Unies sur le climat en septembre. Rachel Kyte, Vice-Présidente du Groupe de la Banque mondiale et Envoyée spéciale pour les changements climatiques, a déclaré que chaque USD investi dans l'alerte précoce permet d'économiser 30 USD en secours et reconstruction.

Au cours de la discussion, modérée par Margareta Wahlström, Représentante spéciale des Nations Unies pour la RRC, des appels pour une meilleure intégration des changements climatiques, de la RRC et de la préparation aux catastrophes ont été formulés. Les participants ont également annoncé des partenariats et des initiatives connexes visant à répondre aux changements climatiques et encourager la résilience par le biais: de systèmes d'alerte précoce; de services météorologiques; d'évaluation et gestion des risques pour permettre l'adaptation dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de la sylviculture et du tourisme; du développement de sources d'énergie renouvelables; du renforcement des capacités des gouvernements locaux; et la coopération Sud-Sud sur la réduction des risques et sur les pertes et préjudices.

Les participants ont également discuté de l'élaboration d'une stratégie régionale sur la migration induite par les changements climatiques et des mécanismes d'adaptation, et d'une initiative qui aborde la migration induite par les catastrophes naturelles et les impacts des changements climatiques.

Un compte-rendu de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol08/enb0855f.html>

DÉVELOPPEMENT SOCIAL, SANTÉ ET MNT, LES JEUNES ET LES FEMMES: Ce dialogue, présidé par Winston Dookeran, Ministre des affaires étrangères de Trinidad-et-Tobago, a eu lieu mardi après-midi. Yanerit Morgan, du Mexique, a modéré la session.

Dans un discours d'ouverture, Helen Clark, Administratrice du PNUD, a noté: les défis engendrés dans les PEID par les MNT, telles que le diabète et l'obésité: le taux élevé de chômage chez les jeunes; la migration en raison du manque de possibilités; et les questions d'inégalité de genre liées à la faible participation des femmes à la prise de décision, à l'accès limité à un travail décent, et à la violence familiale.

Concernant le **développement social**, Ewen McDonald, de l'Australie, a noté que la nouvelle politique d'aide de son pays met l'accent sur: le commerce et les infrastructures; l'autonomisation des femmes; la pêche, l'eau et l'agriculture; la gouvernance; la RRC; la protection sociale et l'engagement communautaire.

Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, a souligné l'importance de l'inclusion pour parvenir au développement social et a déclaré que l'éducation constitue l'allié le plus déterminant dans la promotion de l'inclusion sociale et de l'égalité des chances.

Fuimaono Falefa Lima, de l'Université nationale du Samoa, a mis l'accent sur la formation destinée aux employés des secteurs public et privé, et aux femmes entrepreneures, et à la création d'emplois pour les jeunes.

Au cours de la discussion qui a suivi, le Réseau de marchés de nuit des agriculteurs durable de la Grenade a été mis en exergue, réseau qui vise, entre autres, à aider les femmes à créer leurs entreprises, développer des produits et à accéder aux marchés. Un partenariat avec le Centre de développement des politiques des Caraïbes, qui vise notamment à améliorer la collaboration interrégionale, à établir des centres de connaissances sur les meilleures pratiques, et à suivre et à évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de Samoa, la Voie à suivre, a également été mentionné.

Concernant la **santé et les MNT**: Leao Talalelei Tuitama, Ministre de la santé du Samoa, a mentionné le partenariat Défi d'Apia, qui met en exergue les domaines où les PEID peuvent conjointement renforcer leurs politiques de lutte contre les MNT.

Toomas Palu, de la Banque mondiale, a mis l'accent sur une feuille de route pour lutter contre les MNT dans le Pacifique et les efforts en vue de l'approvisionnement collectif en produits pharmaceutiques. Colin Tukuitonga, Directeur général du Secrétariat de la Communauté du Pacifique, a déploré l'absence d'impact sur le terrain, et a plaidé pour l'adoption d'une approche multilatérale et multisectorielle, plutôt que d'une approche cloisonnée, pour lutter contre les MNT.

Dans la discussion qui a suivi, Palau, s'exprimant au nom du Forum des îles du Pacifique, a officiellement lancé le Partenariat du Pacifique sur les MNT pour une approche multisectorielle visant la prévention et le contrôle des MNT (Partenariat du

Pacifique sur les MNT). Tonga a mis en exergue le Groupe de travail inter-agence des Nations Unies de la région du Pacifique sur la prévention des MNT et leur contrôle, qui aborde, entre autres, le leadership, la gouvernance, l'action multisectorielle et la responsabilisation.

Concernant les **femmes**: Roberta Clarke, d'ONU Femmes, a présenté le projet « Marchés pour le changement » de l'organisation, qui constitue une composante de son Programme sur l'autonomisation économique des femmes du Pacifique, et qui vise à assurer des conditions de travail décentes pour les femmes commerçantes dans les marchés de la région.

Noelene Nabulivou, de Development alternatives with women for a new era (DAWN), a souligné l'ampleur de la dégradation de l'environnement et a déploré le taux élevé de violence sexuelle et de genre dans la région. Elle a souligné que des approches équitables en matière de genre et des activités dirigées par les femmes sont nécessaires au développement social.

Concernant les **jeunes**, Karuna Rana, du Centre pour la jeunesse des PEID de la région de l'AIMS, a présenté les résultats du Forum pré-conférence de la jeunesse, et a mis en exergue un partenariat des Caraïbes à venir, qui sera lancé lors de la Journée internationale des filles, qui abordera la violence contre les filles.

Dans la discussion qui a suivi, Samoa a annoncé la création du Réseau des jeunes sur les hautes technologies, qui vise à promouvoir l'esprit d'entreprise dans le domaine de l'informatique, en déclarant qu'il s'appuie sur les résultats du Forum des jeunes des PEID et sur Samoa, la Voie à suivre.

D'autres pays et organisations ont présenté des partenariats visant à: renforcer la participation et le leadership des femmes dans la prise de décision publique; sensibiliser les parlementaires au sujet de la Conférence internationale sur la population et le développement; améliorer la qualité de l'éducation des filles; et prévenir la propagation du VIH/SIDA dans les groupes à haut risque.

Un compte-rendu de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol08/enb0855f.html>

ÉNERGIE DURABLE: Simona-Mirela Miculescu, de la Roumanie, a présidé ce dialogue mercredi matin. Andrew Jacobs, de l'UE, a mis en exergue le partenariat sur l'accès à l'énergie établi entre la Nouvelle-Zélande et l'UE, qui a pour but d'aider la région du Pacifique à réduire sa dépendance aux combustibles fossiles, et a suggéré d'étendre cette coopération à d'autres régions.

Naoko Ishii, Cheffe de la direction du FEM, a déclaré que la communauté internationale doit envisager de fixer un prix aux émissions de carbone et de réduire les subventions aux combustibles fossiles. Adnan Amin, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie renouvelable (IRENA), a annoncé l'initiative SIDS Lighthouses de l'organisation visant à soutenir le développement des énergies renouvelables dans les PEID.

Christiana Figueres, Secrétaire exécutive de la CCNUCC, a déclaré que la petite taille et l'éloignement des PEID favorisent l'incubation de technologies d'énergie renouvelable, et permettent des prix compétitifs par rapport aux combustibles fossiles. Zaheer Allam, de l'Australian Urban Design Research Center, a plaidé pour: un ensemble énergétique diversifié; la réduction du coût des énergies renouvelables; et la décentralisation du secteur de l'énergie renouvelable.

Dans la discussion qui a suivi, animée par Elizabeth Thompson, du programme Énergie durable pour tous des Nations Unies (SE4ALL), le délégué des Îles Marshall a déclaré que 95% de l'énergie fournie aux communautés des îles périphériques de son pays est de l'énergie solaire, et les Bahamas ont indiqué que le pays vise à ce que d'ici 2030, 30% de l'énergie utilisée soit renouvelable. Des initiatives relatives aux énergies durables ont été mentionnées sur l'élimination progressive des ampoules à incandescence, l'installation de lampadaires solaires, l'utilisation durable de la biomasse, la promotion du gaz de pétrole liquéfié pour la cuisson, la promotion des déplacements à vélo, et la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les participants ont également annoncé des partenariats relatifs: à l'implantation du biogaz au Samoa; au renforcement de la stabilité des réseaux; au soutien à la gestion des connaissances; au renforcement des capacités et à l'élargissement des marchés pour les énergies renouvelables; et à la promotion du développement industriel à faible émission de carbone à travers les micros, petites et moyennes entreprises. L'importance des solutions à petite échelle, telles que les mini-réseaux et les systèmes solaires domestiques, et l'efficacité des transports ont également été soulignées.

Un compte-rendu de la discussion est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol08/enb0856f.html>

OCÉANS, MERS ET BIODIVERSITÉ: Milan Jaya Meetarbhan, de Maurice, a présidé et modéré mercredi après-midi le dialogue multipartite de partenaires sur les océans, les mers et la biodiversité.

Dans ses remarques d'ouverture, Arvin Boolell, Ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et du commerce international de Maurice, a souligné la nécessité d'un développement économique durable dans les zones océaniques. Tommy Remengesau, Président de Palau, a appelé à dépasser l'approche de la ZEE et à adopter une approche holistique et globale face aux océans. L'Ambassadeur Angus Friday, de la Grenade, a proposé d'établir une plate-forme qui va au-delà du simple partage des meilleures pratiques, par la collecte d'information sur les projets et le jumelage des projets aux bailleurs de fonds. Miguel de Serpa Soares, Sous-Secrétaire général des Nations Unies aux affaires juridiques, a présenté ONU-Océans, un mécanisme de coordination inter-agences.

Biliana Cicin-Sain, Présidente du forum Océan mondial, a plaidé pour la mobilisation de financements accompagnés de capacités renforcées. Kate Brown, du Partenariat mondial pour les îles, a proposé de se centrer sur une approche visant un impact collectif, l'inclusion et la mobilisation du leadership politique de haut niveau.

Dans la discussion qui a suivi, les délégués ont examiné: la nécessité de partenariats en matière de gestion des ressources; la création d'unités de police de l'environnement; et la régulation de l'industrie minière dans les grands fonds marins.

Les délégués ont également annoncé un certain nombre de partenariats, notamment sur l'acidification des océans, la pollution marine, la pêche illégale et la transparence dans la provenance des fruits de mer, les systèmes d'observation des océans, le renforcement des capacités, et le carbone bleu.

Braulio Ferreira de Souza Dias, Secrétaire exécutif du Secrétariat de la CDB a souligné l'Initiative Océan durable de la convention. La Communauté des Caraïbes (CARICOM) a annoncé son projet de collaboration quinquennale intitulé

Intégration de l'eau, des terres et de la gestion des écosystèmes dans les PEID des Caraïbes. L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a présenté une initiative visant à mettre en place un cadre mondial de services climatologiques destinés aux PEID. Le représentant de SIDS DOCK a mis l'accent sur l'Initiative Carbone bleu menée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), qui vise à assurer la gestion des ressources marines de façon à ce que leurs fonctions de piégeage et de stockage du carbone soient maintenues.

Un compte-rendu de la discussion peut être consulté à <http://www.iisd.ca/vol08/enb0856f.html>

EAU ET ASSAINISSEMENT, SÉCURITÉ

ALIMENTAIRE ET GESTION DES DÉCHETS: Ronald Jumeau, Ambassadeur pour les changements climatiques et les questions relatives aux PEID, des Seychelles, a modéré ce dialogue jeudi matin. Dans ses remarques d'ouverture, Rolph Payet, Ministre de l'environnement des Seychelles, a souligné que les PEID sont confrontés à de nombreux défis en ce qui concerne la sécurité alimentaire, l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets, incluant les infiltrations d'eau salée en raison de l'élévation du niveau de la mer, le coût élevé des usines de dessalement, et l'impossibilité de collecter l'eau de pluie dans certaines régions montagneuses.

Federico Ramos de Armas, Secrétaire d'État à l'environnement de l'Espagne, a déclaré que l'Espagne a établi des partenariats dans la région des Caraïbes pour fournir une assistance aux efforts visant un approvisionnement adéquat en eau.

Karen Tan, Représentante permanente de Singapour aux États-Unis, a déclaré que l'expérience de son pays en matière d'accès adéquat à l'eau douce et à l'assainissement s'est étalée sur un certain nombre d'années et a exigé une planification minutieuse, même si la taille du territoire de Singapour est relativement réduite. Tan a déclaré que l'implication des parties prenantes, en particulier du secteur privé, avait été déterminante.

Michel Jarraud, Secrétaire général de l'OMM, a mis en exergue le partenariat ONU-Eau, qui comprend des acteurs publics et privés. Il a souligné la nécessité des analyses de l'eau et des données, ainsi que du renforcement des institutions nationales de métrologie.

Alemneh Dejene, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a souligné que les partenariats avec les principales parties prenantes, dont la société civile, visant à promouvoir une alimentation saine et des modes de production et de consommation alimentaires durables. Il a souligné le potentiel de mise en œuvre du partenariat Défi Faim zéro dans les PEID.

Dans la discussion qui a suivi, plusieurs pays ont fait état de partenariats régionaux et autres en matière de gestion des déchets solides, de gestion intégrée des ressources en eau et de gestion des ressources naturelles en association avec la production de cultures de rente et vivrières de base.

L'UE a mis en exergue le Fonds sur les infrastructures pour la région du Pacifique. Le Chili a parlé de son soutien au renforcement de l'Agence des Caraïbes pour le contrôle agro-sanitaire et la sécurité sanitaire des aliments. Tuvalu a salué le Partenariat du Pacifique pour l'action sur l'eau potable et l'assainissement au sein du Secrétariat de la Communauté du Pacifique. La Nouvelle-Calédonie a annoncé les résultats de la 2^e Conférence Océanie 21, qui s'est tenue à Nouméa,

en Nouvelle-Calédonie, en juillet 2014. L'UNESCO a mis l'accent sur la création du Centre pour la gestion durable des ressources en eau dans les États insulaires des Caraïbes en 2010. Le Secrétariat de la Communauté du Pacifique a souligné les partenariats sur: le Réseau de gestion intégrée des ressources en eau; et la Coalition du Pacifique sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène et le Partenariat du Pacifique pour la sécurité de l'approvisionnement en eau dans les pays d'atolls. L'UNICEF a mis l'accent sur plusieurs partenariats portant sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène à Kiribati, aux Fidji, aux Îles Salomon et à Vanuatu.

PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

RAPPORTS DES DIALOGUES DE PARTENAIRES:

Jeudi après-midi, le Président de la conférence Tuilaepa a convoqué à nouveau la plénière et a invité les délégués à examiner les rapports des dialogues multipartites de partenaires.

Concernant le **développement économique durable**, le Premier ministre de la Barbade, Freundel Stuart, a déclaré que le dialogue a fait ressortir le potentiel de développement économique durable des PEID, mais que ces derniers doivent, pour exploiter ce potentiel, adopter des mesures de planification intégrées et renforcer leurs capacités en matière de technologies de l'information et de services financiers. Il a déclaré que les discussions ont permis de noter que de nombreux PEID disposent de grandes ZEE affichant un potentiel économique dans les domaines de la pêche, du tourisme et de l'exploration des fonds marins, et que le dialogue a mis en exergue les changements climatiques comme toile de fond aux discussions à mener.

Il a noté les possibilités de solutions novatrices aux défis qui se posent, y compris la conversion de la dette en investissements écologiques, et a souligné la nécessité de la mobilisation des ressources dans les PEID. Il a déclaré que les participants ont discuté de la nécessité d'impliquer les communautés pour assurer l'adhésion locale et des partenariats applicables à différentes échelles et reproductibles et ont examiné, entre autres, la promotion de la petite entreprise, le tourisme durable, l'autonomisation économique des femmes, la formation professionnelle des jeunes, l'énergie propre et renouvelable, et l'agriculture biologique.

Concernant le **développement social, la santé et les MNT, les jeunes et les femmes**, Dennis Francis, de Trinité-et-Tobago, a déclaré que le dialogue a noté que de nombreux PEID sont caractérisés par des populations jeunes et que si les occasions appropriées sont fournies aux jeunes, les sociétés des PEID pourraient générer des dividendes démographiques. Il a ajouté que l'inclusion sociale est la clé, avec l'autonomisation des femmes et des filles, la lutte contre les maladies, la préservation de la santé reproductive et un accent sur la santé et la nutrition des enfants.

La nécessité des créateurs d'emploi et des entrepreneurs a été signalée, ainsi que des programmes de mentorat et d'offres amplifiées de formations données par des pairs. Les délégués ont également abordé la forte incidence des MNT, en particulier dans la région du Pacifique, en soulignant que les partenariats sur les MNT requièrent l'engagement de l'ensemble de la société. Ils ont discuté de l'importance de la sensibilisation, des choix alimentaires sains, et du retour à des régimes alimentaires plus traditionnels.

Concernant les **changements climatiques et la GRC**, José Manuel García-Margallo, de l'Espagne, a déclaré que les PEID peuvent constituer des modèles. Il a souligné la nécessité d'intégrer les changements climatiques et la GRC dans les politiques de développement afin d'assurer une action globale et coordonnée, et a déclaré que la transition vers une société sobre en émission de carbone et impliquant toutes les parties prenantes est essentielle pour renforcer la résilience. Il a mentionné des partenariats dans les domaines, entre autres, de la pêche, du tourisme, du suivi et de l'évaluation.

En ce qui concerne l'**énergie renouvelable**, Simona-Mirela Miculescu, de la Roumanie, a souligné l'importance de la création d'un environnement propice à assurer le recours aux énergies renouvelables dans les PEID; du transfert des technologies; du développement des capacités; et de la participation du secteur privé et des communautés. Elle a indiqué que les PEID pourraient constituer des exemples de réussite pour le monde en ce qui concerne la réalisation du développement durable et l'utilisation des énergies renouvelables, et a mentionné l'initiative SIDS Lighthouses de l'IRENA, et les partenariats sur l'accès à l'énergie et le renforcement de la stabilité des réseaux d'énergie.

Concernant les **océans, les mers et la biodiversité**, Milan Jaya Meetarbhan, de Maurice, a déclaré que les participants avaient discuté de la façon dont les océans jouent un rôle essentiel dans la vie des PEID, car ils constituent une grande part de leur activité économique. Il a indiqué que les participants ont instamment demandé la mise en œuvre de politiques intégrées, globales et mondiales. Il a noté le large éventail de projets, en déclarant que leur réussite requiert des objectifs clairs, des buts réalisables et un accès à des données précises et pertinentes.

Au sujet de l'**eau et l'assainissement, la sécurité alimentaire et la gestion des déchets**, l'Ambassadeur Ronald Jumeau, des Seychelles, a déclaré que les pénuries d'eau, l'insuffisance des services d'assainissement, la sécurité alimentaire et la gestion des déchets sont des problématiques étroitement liées entre elles qui ont été exacerbées par les changements climatiques. Il a déclaré qu'au cours des discussions, les délégués avaient appelé à des partenariats multipartites pour résoudre ces questions, et mis l'accent sur l'utilisation des partenariats public-privé comme un modèle de coopération. Jumeau a également souligné la nécessité de sensibiliser le public.

ADOPTION DU DOCUMENT FINAL: Le Président de la conférence Tuilaepa a présenté la Décision A/CONF.223/L.1, qui a demandé à la conférence d'adopter le document final intitulé Samoa, la Voie à suivre, comme convenu lors de la réunion finale du Comité préparatoire qui s'est tenue en juin 2014, au siège des Nations Unies à New York, et a recommandé que l'AGNU approuve le document Samoa, la Voie à suivre lors de sa 69^e session. La décision a été adoptée par acclamation. Les États-Unis ont déclaré qu'ils présenteraient au Secrétariat une déclaration à inclure dans le rapport de la conférence.

REMARQUES DE CLÔTURE: Le Rapporteur général a ensuite présenté le projet de rapport de la conférence (A/CONF.223/L.3), les comptes rendus des séances plénières (A/CONF.223/CRP.1), et les comptes rendus des dialogues multipartites de partenaires (A/CONF.223/CRP.2). Le rapport a été adopté, étant entendu que les détails seront précisés ultérieurement. Il a déclaré que le résultat de la conférence sera soumis à la 69^e session de l'AGNU.

La Bolivie, s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, a présenté un projet de résolution exprimant leurs remerciements au peuple et au gouvernement du Samoa (A/CONF.223/L.2), qui a été adopté.

Dans ses remarques de clôture, le Secrétaire général de la conférence, Wu Hongbo, a mis en exergue un mécanisme de surveillance et de responsabilisation pour examiner les progrès de mise en œuvre, et un processus intergouvernemental intégré à travers l'AGNU, l'ECOSOC et le Forum politique de haut niveau. Il a déclaré que le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies a été chargé de suivre le respect des engagements, promesses et partenariats annoncés au Samoa, et qu'il présentera un rapport à l'AGNU sur les progrès accomplis. Il a indiqué que la famille des Nations Unies va redoubler d'efforts pour fournir un appui coordonné aux PEID, et a assuré que les préoccupations des PEID seront prises en compte dans la Conférence sur le financement du développement à Addis-Abeba, en Éthiopie, en 2015.

Le Premier ministre Samoan Tuilaepa a déclaré que la troisième Conférence internationale sur les PEID ne constitue pas la destination finale des défis développementaux rencontrés par les PEID, et a déclaré que le prochain Sommet des Nations Unies sur le climat constitue une étape essentielle sur la voie d'un nouveau traité sur le climat qui sera adopté à Paris en 2015. Il a dit espérer que la Conférence sur la RRC, qui se tiendra à Sendai, au Japon, en 2015, et les discussions sur le programme de développement pour l'après 2015 ne se transformeront pas en occasions manquées pour les PEID. Il a déclaré que le temps des discours est révolu et qu'il est maintenant temps de mettre les voiles avec l'assurance que « le plan d'action formulé ici sera mis en œuvre de façon à atteindre nos objectifs grâce à des partenariats véritables et durables ». Il a ensuite clos la réunion à 16h43.

MODALITÉS D'ACTION ACCÉLÉRÉES DES PEID: SAMOA, LA VOIE À SUIVRE

Le document Samoa, la Voie à suivre (A/CONF.223/3) réaffirme que les PEID demeurent un cas particulier pour le développement durable, tout en reconnaissant leur responsabilité et leur leadership pour surmonter ces défis. Le préambule reconnaît que la poursuite de la mise en œuvre du PAB et de la SMEM, et la mise en œuvre de Samoa, la Voie à suivre, requièrent leur prise en compte dans le programme de développement pour l'après 2015, et reconnaît que les progrès des PEID dans la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international ont été inégaux et que certains PEID ont régressé économiquement.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE ET DURABLE, INCLUSIVE ET ÉQUITABLE, AVEC DU TRAVAIL DÉCENT POUR TOUS: Concernant les **modèles de développement pour la réalisation du développement durable et l'éradication de la pauvreté dans les PEID**, Samoa, la Voie à suivre reconnaît les impacts de la crise économique mondiale sur les PEID, et invite le système des Nations Unies à renforcer la coordination et le soutien qu'il octroie aux PEID qui s'emploient à mener une politique économique verte. Le document appelle à soutenir les PEID dans leurs efforts visant à, entre autres: développer et accroître la capacité et l'impact sur le développement du secteur des services financiers dans les PEID; créer des emplois décents au niveau local par le biais de projets publics et privés et encourager les entrepreneurs à créer

des entreprises respectueuses de l'environnement; promouvoir et intensifier l'usage des technologies de l'information et des communications; et mettre en place des cadres nationaux réglementaires et politiques qui permettent aux entreprises et aux industries de faire progresser les initiatives de développement durable. Il soutient d'envisager des approches traditionnelles et novatrices pour promouvoir la viabilité financière; et reconnaît l'importance de cette dernière pour assurer une transition sans heurt aux PEID qui ne font désormais plus partie des PMA.

Au sujet du **tourisme durable**, Samoa, la Voie à suivre appelle à soutenir les efforts déployés par les PEID dans: l'élaboration et la mise en œuvre de politiques visant à promouvoir un tourisme sensible, responsable, résilient et durable; la diversification de l'offre touristique durable par le biais de produits et services; la promotion de politiques qui permettent aux collectivités locales de bénéficier au maximum des avantages découlant du tourisme; et la conception et la mise en œuvre de mesures participatives à même d'améliorer les possibilités d'emploi, en particulier pour les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES: Samoa, la Voie à suivre souligne que l'adaptation aux changements climatiques constitue une priorité mondiale immédiate et urgente, et que la Conférence des Parties à la CCNUCC est la principale instance internationale intergouvernementale pour négocier les mesures à prendre à l'échelle mondiale face à cette question.

La Voie à suivre note avec une vive préoccupation l'écart important entre l'effet global des engagements pris par les Parties en vue d'atténuer leurs émissions annuelles mondiales de gaz à effet de serre d'ici 2020 et les tendances cumulées des émissions compatibles avec une limitation de la hausse de la température moyenne mondiale en dessous de 2°C, ou 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels.

La Voie à suivre prie instamment les pays développés Parties d'accroître leur soutien en matière de technologie, de financement et de renforcement des capacités pour permettre aux pays en développement Parties d'augmenter leur niveau d'ambition d'atténuation et leurs mesures d'adaptation. Elle appelle à soutenir les efforts des PEID pour, entre autres: renforcer leur résilience face aux effets des changements climatiques et améliorer leur capacité d'adaptation; améliorer les systèmes de surveillance de référence insulaires et les réductions d'échelle des projections des modèles climatiques; combler les lacunes qui subsistent en matière de capacités nécessaires pour accéder aux financements relatifs aux changements climatiques, et leur gestion; et soutenir l'élimination graduelle de la consommation et de la production d'hydrofluorocarbures.

ÉNERGIES RENOUVELABLES: Samoa, la Voie à suivre reconnaît que la dépendance à l'égard des combustibles fossiles importés a été l'une des causes principales de la vulnérabilité économique et a constitué l'un des principaux défis pour les PEID et que l'énergie renouvelable, incluant notamment l'amélioration de l'accès à des services énergétiques modernes, l'efficacité énergétique et l'utilisation de technologies économiquement viable et respectueuse de l'environnement, joue un rôle crucial pour ce qui est de permettre le développement durable des PEID.

La Voie à suivre appuie fortement les mesures visant à: élaborer une stratégie et des mesures ciblées pour promouvoir l'efficacité énergétique et des systèmes énergétiques durables

s'appuyant sur toutes les sources d'énergie, en particulier les sources d'énergie renouvelables, dans les PEID; faciliter l'accès aux mécanismes de financement existants pour accroître les flux de capitaux pour la mise en œuvre dans les PEID de projets énergétiques durables; et soutenir l'investissement dans des initiatives menées par et pour les PEID, en particulier l'initiative SIDS DOCK, ainsi que le renforcement des capacités et le développement des ressources humaines ainsi que l'éducation et la sensibilisation du public. La Voie à suivre plaide également pour une approche intégrée visant l'établissement et le renforcement dans les PEID de programmes novateurs en matière d'énergie, y compris l'accès à l'énergie pour les pauvres et les habitants des régions éloignées.

RRC: La Voie à suivre reconnaît que: les PEID sont touchés de manière disproportionnée par les catastrophes, et qu'il existe un besoin urgent de renforcer la résilience, d'intensifier la surveillance et la prévention, de réduire la vulnérabilité, de sensibiliser et d'améliorer la préparation pour répondre aux catastrophes et s'en relever.

La Voie à suivre s'engage à soutenir les efforts des PEID visant à: avoir accès à l'assistance technique et au financement des systèmes d'alerte précoce, la RRC et la réponse et les opérations de relèvement suite aux catastrophes, y compris les activités relevant du Cadre mondial pour les services climatologiques, et la GRC. Elle appuie la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo et les efforts vers un cadre international ambitieux et renouvelé pour la RRC après 2015. Elle demande: l'harmonisation des systèmes d'information nationaux et régionaux, selon qu'il convient, afin de renforcer les synergies et la cohérence; et l'établissement et le renforcement des mécanismes d'assurance contre les risques aux niveaux national et régional.

OCÉANS ET MERS: Samoa, la Voie à suivre réaffirme que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer constitue le cadre juridique requis pour la conservation et l'utilisation durable des océans et de leurs ressources.

Elle appuie fermement les efforts nationaux, sous-régionaux et régionaux de recherche et de mise en œuvre de stratégies de gestion des zones côtières et de gestion fondée sur les écosystèmes, et l'amélioration des cadres juridiques et institutionnels nationaux. Elle s'engage à lutter contre la pollution marine, notamment par le biais du Programme d'action mondial du PNUE pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres.

La Voie à suivre appelle également à la prise de mesures d'urgence pour protéger les récifs coralliens et autres écosystèmes marins vulnérables, notamment par des mesures telles que celles décrites dans le Cadre d'action 2013 de l'Initiative internationale pour les récifs coralliens.

Elle soutient des actions visant à: développer les capacités technologiques des PEID dans le domaine des sciences de la mer; surveiller les navires de pêche de manière à éliminer la pêche INN; promouvoir le développement durable de la pêche artisanale; renforcer les contrôles régissant les subventions dans le domaine des pêches, y compris l'interdiction des subventions qui contribuent aux problèmes de surcapacité de pêche et de surexploitation des fonds de pêche; et à promouvoir la conservation, l'utilisation durable et la gestion des stocks de poissons chevauchants et grands migrants.

Elle appelle à une coopération renforcée pour remédier aux causes de l'acidification des océans et minimiser ses impacts, et à conserver, d'ici 2020, au moins 10% des zones marines et côtières dans les PEID.

La Voie à suivre soutient également les mesures pour répondre aux préoccupations concernant les effets à long terme des munitions immergées en mer.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION: Samoa, la Voie à suivre reconnaît que les PEID sont particulièrement vulnérables à la disponibilité fluctuante et la volatilité excessive des prix des denrées alimentaires importées et souligne le rôle crucial des écosystèmes marins sains et une agriculture, une pêche et une aquaculture durables pour améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des personnes habitant les PEID. La voie à suivre reconnaît les dangers que représentent les mauvaises habitudes alimentaires et la nécessité de promouvoir la production et la consommation d'aliments sains.

La voie à suivre s'engage à soutenir les efforts des PEID visant à: promouvoir un recours accru aux pratiques durables en matière d'agriculture et d'aquaculture pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en veillant à la gestion durable des ressources en eau nécessaires; promouvoir des marchés internationaux et nationaux ouverts et efficaces; renforcer la coopération internationale afin de maintenir l'accès aux marchés mondiaux des produits alimentaires, en particulier en période de volatilité élevée des marchés des produits de base; augmenter les revenus et créer des emplois en milieu rural, en mettant l'accent sur l'autonomisation des petits exploitants et des petits producteurs de denrées alimentaires, en particulier les femmes; et à renforcer la résilience dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche face aux effets néfastes des changements climatiques, de l'acidification des océans et des catastrophes naturelles.

EAU ET ASSAINISSEMENT: Samoa, la Voie à suivre plaide pour aider les PEID à, entre autres: renforcer leurs capacités pour la gestion intégrée des ressources en eau et des écosystèmes associés; fournir de l'eau potable, l'assainissement, l'hygiène et des systèmes de gestion des déchets; étendre les programmes de traitement des eaux usées et de recyclage; améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau; et atténuer les effets des infiltrations d'eau salée.

MODÈLES DE TRANSPORT DURABLES: Samoa, la Voie à suivre reconnaît que le transport et la mobilité sont au cœur du développement durable des PEID et peuvent favoriser la croissance économique, élargir les débouchés commerciaux et améliorer l'accessibilité. Elle reconnaît également l'importance de l'efficacité en matière de transport des personnes et des biens pour participer pleinement aux marchés locaux, régionaux et mondiaux, et le potentiel des modes de transport durables pour améliorer l'équité sociale, la santé, la résilience des villes, les liens entre ville et campagne et la productivité des zones rurales des PEID.

Samoa, la Voie à suivre s'engage à continuer et renforcer l'appui aux efforts des PEID visant à: accéder à des moyens de transport respectueux de l'environnement, sûrs, abordables et bien entretenus; améliorer la sécurité des transports terrestres, maritimes et aériens; élaborer des accords viables en matière de transport nationaux, régionaux et internationaux, notamment dans le cadre de politiques améliorées de transport aérien, terrestre et maritime qui adoptent une approche fondée sur

le cycle de vie face au développement et à la gestion des infrastructures relatives au transport; et accroître l'efficacité énergétique dans le secteur des transports.

MODES DE CONSOMMATION ET PRODUCTION

DURABLES: Samoa, la Voie à suivre reconnaît que tous les pays devraient promouvoir des CPD, les pays développés prenant la tête, conformément aux objectifs, besoins et priorités des pays en développement, en tenant pleinement compte de leurs besoins et situations spécifiques. Elle demande en outre de soutenir les efforts des PEID visant à développer et à mettre en œuvre des programmes relevant du Cadre décennal de programmation concernant les CPD.

SANTÉ ET MNT: Les maladies, tant transmissibles que non transmissibles, sont reconnues comme l'un des principaux défis auxquels sont confrontés les PEID à l'échelle mondiale, et Samoa, la Voie à suivre soutient l'adoption de mesures urgentes pour établir pour 2025 des objectifs et des plans pour endiguer la propagation des maladies non transmissibles, y compris par le biais de mécanismes de suivi et de responsabilisation. La Voie à suivre renouvelle le soutien au développement de programmes et de politiques nationales dans les différents ministères et secteurs au sein des PEID pour atteindre une couverture de santé universelle et distribuer les fournitures médicales et les médicaments nécessaires. Les ministres de la santé et autres dirigeants des PEID sont encouragés à intensifier leur coopération par le biais des réunions biennales existantes aux niveaux international et régional.

ÉGALITÉ DE GENRE ET AUTONOMISATION DES

FEMMES: L'égalité et les droits fondés sur le genre sont reconnus dans Samoa, la Voie à suivre comme des moteurs de transformation en faveur du développement durable. Concernant l'autonomisation des femmes afin qu'elles deviennent des agents de changement, le document appuie l'élimination de la discrimination et de la violence fondées sur le genre, l'intégration d'une perspective de genre dans le développement durable, et l'assurance de l'égalité d'accès aux possibilités d'éducation, à la santé et au travail. La Voie à suivre favorise également des mesures continues et des cibles pour assurer la participation des femmes à la prise de décision à tous les niveaux, et tant dans les sphères publiques que privées. Enfin, la Voie à suivre soutient les droits de l'homme et la santé et les droits sexuels et reproductifs de toutes les femmes dans les PEID, en conformité avec les accords internationaux existants.

DÉVELOPPEMENT SOCIAL: Samoa, la Voie à suivre plaide pour le renforcement de l'inclusion et de la protection sociale pour promouvoir le bien-être, en particulier pour les plus vulnérables. Elle encourage également une approche centrée sur les personnes face à l'éradication de la pauvreté, qui garantit l'accès aux services de base et aux moyens de production, y compris l'éducation, la santé, l'eau, le crédit, la terre et l'information. La Voie à suivre met également en exergue la prise de décision impliquant la participation des citoyens et des communautés en ce qui concerne le développement social.

Concernant la **culture et le sport**, la Voie à suivre appuie les efforts en cours pour promouvoir la diversité culturelle et développer des industries culturelles et créatrices.

Au sujet de la **promotion de sociétés et des collectivités pacifiques**, la Voie à suivre soutient les efforts de lutte contre la criminalité transnationale organisée et la piraterie internationale, et pour éliminer la violence fondée sur le genre.

En matière d'**éducation**, elle soutient fermement l'augmentation des investissements dans l'éducation, la formation et le développement des compétences, y compris par l'utilisation de l'enseignement à distance et d'autres approches de formations appropriées aux PEID.

BIODIVERSITÉ: Le document reconnaît l'extraordinaire biodiversité marine et terrestre des PEID, et soutient: le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques; l'exportation de denrées biologiques, naturelles, produites de façon durable et cultivées localement; et l'accès aux ressources financières et techniques pour la conservation et la gestion de la biodiversité. Elle invite les Parties à la CDB à envisager de ratifier et appliquer le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.

Concernant la **désertification, la dégradation des sols et la sécheresse**, la Voie à suivre soutient les efforts des PEID visant à développer des politiques sur la préparation et la résilience, et reconnaît les efforts déployés en vertu de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification pour établir une définition scientifique de la neutralité dans la dégradation des terres en zones arides, semi-arides et subhumides sèches.

Au sujet des **forêts**, la Voie à suivre soutient la mise en œuvre de l'instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts, et appuie la participation à l'examen de l'Arrangement international sur les forêts dans le cadre du Forum des Nations Unies sur les forêts.

ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES: la Voie à suivre appelle au renforcement des capacités pour éliminer et maîtriser les espèces exotiques envahissantes, en notant la menace qu'elles font peser sur le développement durable, la protection de la biodiversité et les moyens de subsistance.

MOYENS DE MISE EN ŒUVRE, INCLUANT LES PARTENARIATS: Au sujet des **partenariats**, Samoa, la Voie à suivre demande: le renforcement de la coopération internationale, qu'il s'agisse de la coopération Nord-Sud, Sud-Sud, PEID-PEID ou triangulaire; et le renforcement des partenariats pour assurer la participation de toutes les parties prenantes. Elle prie également le Secrétaire général des Nations Unies de présenter des recommandations pour un cadre de partenariat permettant de suivre et d'assurer la mise en œuvre des promesses et engagements, pour examen par l'AGNU 69.

S'agissant du **financement**, le document aborde, entre autres: le renforcement du recours aux politiques et financements nationaux; l'accès aux modalités et arrangements internationaux de financement du développement; et la réduction des coûts de transfert liés aux envois de fonds.

Concernant le **commerce**, le document appelle à: renforcer les capacités des PEID à participer efficacement au système commercial multilatéral; et atténuer l'impact des obstacles non tarifaires à l'accès au marché.

Au sujet du **renforcement des capacités**, la Voie à suivre aborde, entre autres: des programmes de renforcement des capacités coordonnées et cohérentes à l'échelle du système des Nations Unies à l'intention des PEID; un programme de formation intensif à l'intention du Consortium des universités des petits États insulaires; et l'importance de veiller à ce que les femmes puissent profiter du développement des capacités.

Concernant la **technologie**, le document plaide pour l'accès à des technologies appropriées, fiables, abordables, modernes et respectueuses de l'environnement ainsi qu'au savoir-faire y afférent.

Au sujet des **données et des statistiques**, la Voie à suivre demande au système des Nations Unies et à d'autres, entre autres; d'appuyer un programme de statistiques et de données relatives au développement durable des PEID; et d'élaborer des indices appropriés pour évaluer les progrès réalisés dans le développement durable des PEID, qui reflètent mieux leur vulnérabilité.

Concernant l'**appui institutionnel aux PEID**, la Voie à suivre demande au système des Nations Unies: d'améliorer la participation des PEID aux processus décisionnels des institutions financières internationales; d'améliorer la coopération interrégionale et intra-régionale; et de veiller à ce que les questions relatives aux PEID soient traitées de façon adéquate par l'Assemblée générale, l'ECOSOC et le FPHN. La Voie à suivre demande également: au Secrétaire général des Nations Unies de procéder à un examen global de l'appui du système des Nations Unies aux PEID; et au Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les PEID d'assurer l'intégration de Samoa, la Voie à suivre dans les travaux des Nations Unies.

PRIORITÉS DES PEID POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS 2015: Samoa, la Voie à suivre reconnaît la nécessité de tenir compte des priorités des PEID dans l'élaboration du programme de développement pour l'après 2015.

SUIVI ET RESPONSABILISATION: La Voie à suivre comporte une demande au: Secrétaire général des Nations Unies de faire rapport à l'Assemblée générale et à l'ECOSOC sur les progrès accomplis en ce qui concerne la mise en œuvre des priorités, des engagements et des partenariats des PEID; et au DAES de maintenir un système de partenariats axé sur les PEID et de convoquer régulièrement le groupe consultatif inter-institutions pour qu'il fasse rapport sur la mise en œuvre du PAB, SMœM et de Samoa, la Voie à suivre.

BRÈVE ANALYSE DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES PEID

'Ua fetaui lelei Fola o le 'alia.

- Lorsque les planches de la pirogue s'emboîtent parfaitement, de grands exploits sont possibles.

À la troisième Conférence des Nations Unies sur les petits États insulaires en développement, divers acteurs des PEID, du monde développé et en développement, de la société civile et du secteur privé se sont réunis, prenant conscience que seuls les partenariats pourraient leur permettre de protéger le monde des dangers qui le menacent, et d'espérer des solutions et des promesses tenues. Accueillie par le Samoa, la conférence a permis aux PEID de sortir, grâce à un accent sur de nouveaux partenariats, leurs partenaires d'une mer d'inaction afin qu'ils respectent les engagements consentis en leur faveur au cours des vingt dernières années.

Au milieu d'un calendrier chargé et d'une multitude d'activités menées par les Nations Unies, les délégués se sont réunis dans le Pacifique Sud au cours de la plus grande réunion mondiale jamais organisée dans cette partie du monde. Les délégués ont survolé pendant plusieurs heures l'océan Pacifique pour atteindre Samoa, et sont simultanément parvenus à une meilleure compréhension des communautés insulaires. Comme les participants l'ont fait remarquer à maintes reprises, le peuple et le gouvernement du Samoa ont monté un spectacle impressionnant et impeccable; chaque détail coloré avait été peaufiné avec soin. Samoa et les îles voisines ont présenté leurs cultures, histoires et habilités uniques, tant dans l'air d'espoir de la chanson thème de la conférence et les talents artistiques de la jeunesse samoane mis en scène, que dans l'arrivée des pirogues polynésiennes traditionnelles Hokule'a et Hikianalia, qui ont navigué depuis Hawaii. Outre leur culture unique, les PEID étaient également résolus à faire entendre et à donner vie à leurs opinions et appels à l'action.

Cette brève analyse explore la façon dont les PEID ont saisi les opportunités offertes par la conférence tenue au Samoa pour établir de nouveaux partenariats, et les défis auxquels ils font face dans leurs efforts pour s'embarquer dans le périple mondial à venir.

Taliu a e popo'e.

- Celui qui a peur de la mer écope l'eau de la pirogue

Il y a vingt ans à la Barbade, et onze ans plus tard à l'île Maurice, les PEID ont retenu l'attention lorsque la communauté internationale a reconnu la nécessité d'une vision holistique du développement durable pour contrer les menaces à l'existence même des PEID et au bien-être de leurs habitants. À l'occasion de ces deux conférences, les États membres ont pris conscience que le courage et la coopération étaient nécessaires pour renforcer, plutôt qu'écopper, la pirogue de prospérité des PEID.

Cependant, les PEID sont venus au Samoa avec en tête leurs besoins vitaux, bien que distincts, en matière de développement durable. Marqués par de graves problèmes de santé, en particulier les maladies non transmissibles, l'épuisement des stocks de poissons et la détérioration des conditions de l'océan, un manque d'accès à l'aide en raison de la radiation de certains PEID de la liste des PMA, et des niveaux élevés de chômage et de dette nationale, les PEID font face à de nombreux obstacles sociaux, environnementaux et économiques, en plus des changements climatiques qui entravent leurs efforts de développement.

Cependant la plupart des appels à des mesures immédiates sont largement demeurés sans réponse, et les PEID doivent maintenant s'attaquer aux obstacles que les changements climatiques posent à leur développement. Compte tenu des récents évènements météorologiques catastrophiques, la prévention des risques de catastrophes et la préparation a été, à juste titre, un sujet central de discussion au Samoa, même si certains ont estimé que les migrations liées au climat, un sujet controversé, méritaient davantage d'attention. Bien que nombre de ces questions aient figuré à l'ordre du jour depuis au moins vingt ans, le temps imparti aux îles pour se préparer ou s'adapter est compté.

Un groupe de pays, en particulier les pays d'atolls de basse altitude, ressentent déjà les effets dévastateurs des changements climatiques, et ne peuvent se permettre d'attendre que le monde prenne des mesures. Comme l'a demandé le Président de Kiribati, Anote Tong, à ses collègues délégués, « Encore combien de CdP faudra-t-il pour assister à une prise de mesures mondiales sur les changements climatiques? Pour nous, sur la ligne de front, il est déjà trop tard ».

'O Le fogava'a e tasi.

- Nous sommes une famille.

Espérant la mise en œuvre urgente des engagements passés, plutôt que l'exploration de nouveaux accords politiques, les PEID ont pris la décision de centrer la troisième Conférence internationale sur les PEID sur la création de partenariats. Tentant d'étoffer la proposition des deux conférences internationales précédentes et de Samoa, la Voie à suivre elle-même, le but était, au Samoa, d'inciter les gouvernements et les parties prenantes à proposer de nouvelles initiatives plutôt qu'un nouveau texte. En fait, avec aucune négociation de texte pour faire diversion, les dialogues multipartites de partenaires se sont avérés le point central de la conférence, avec 297 partenariats consignés à sa clôture. Wu Hongbo, Secrétaire général de la Conférence, a fait remarquer que jamais auparavant cet appel à des actions concrètes n'avait été si bien intégré dans une conférence des Nations Unies, affirmant qu'« elle constitue le modèle de l'avenir ».

Bien que certains craignaient que l'absence de négociations à fort enjeu au Samoa nuise à l'importance ou à l'attention qui y serait accordée, les nations insulaires ont misé sur l'atmosphère détendue pour présenter une vision plus positive de leur développement. Se présentant comme des modèles en matière de développement des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, de technologies de l'information et des communications et de conservation de la biodiversité, ils ont réussi à mobiliser leurs partenaires sur ces questions en vantant les rendements élevés sur les placements. La nécessité de partenariats entre les PEID a été largement soulignée, le travail du Partenariat insulaire mondial et l'initiative SIDS-DOCK encourageant les efforts en ce sens, de même que les initiatives conduites au niveau local, comme le nouveau partenariat pour promouvoir l'utilisation des connaissances traditionnelles dans la gestion des ressources des îles du Pacifique. La forte présence de la société civile, du secteur privé et de la communauté internationale durant toute la conférence et ses forums multisectoriels illustrent bien la reconnaissance que les partenariats établis avec tous les acteurs et parties prenantes, notamment issus des niveaux local et communautaire, sont nécessaires.

Alors que l'annonce d'une telle quantité de promesses et d'engagements était stimulante, la question demeure de savoir s'ils seront rapidement mis en œuvre et avec quel succès. Comme l'a indiqué un délégué, le processus allant de la conception d'un projet à sa mise en œuvre est « tortueux, long et laborieux ». Alors que l'organe traditionnel de suivi des conférences des PEID, à savoir la Commission des Nations Unies sur le développement durable, a tenu sa dernière réunion en 2013 et que le nouveau processus d'examen du processus des PEID reste encore à définir, la responsabilité concernant les partenariats et initiatives annoncés est floue. Toutefois, le document Samoa, la Voie à suivre offre quelques options, à savoir une plate-forme en ligne hébergée par les Nations Unies, un rapport demandé au Secrétaire général sur un cadre possible concernant les partenariats, à présenter à la 69^e session de l'Assemblée générale, et un appel au Forum politique de haut niveau à consacrer suffisamment de temps aux PEID. Toutefois, un suivi concret des 1,9 milliard USD en promesses de dons faites au Samoa demeure un objectif lointain étant donné l'incertitude qui pèse sur les détails du mécanisme d'examen.

Interrogé sur la priorité accordée aux partenariats comme thème central de la conférence, le Représentant permanent Aliioaiga Feturi Elisaia, du Samoa, a répondu tout simplement: « Le partenariat ne consiste pas à rejeter le blâme sur les autres, il constitue plutôt un moyen de corriger les erreurs et de partager les succès », a-t-il indiqué, « Nous dirons toujours merci à nos partenaires d'abord ».

E Tuai Tuai, ta te ma'ona ai.

- Tout vient à point à qui sait attendre.

La troisième Conférence internationale sur les PEID s'est tenue à un moment important pour les PEID, leur permettant de faire valoir leurs besoins et leurs priorités sur la scène mondiale, et d'inspirer enfin de nouvelles réponses aux défis à long terme. Au Samoa, les PEID ont réaffirmé avec force leur appartenance à une catégorie spéciale nécessitant une attention particulière, mais ont également fait preuve d'un nouveau leadership en présentant les possibilités de partenariat avec les îles comme passionnantes et précieuses pour la communauté mondiale.

Ceci revêt toute son importance, à l'heure où le monde se rassemble autour de multiples processus et négociations, tous prévus en 2015, qui auront des conséquences dramatiques pour les petites îles: la troisième Conférence mondiale sur la prévention des risques de catastrophes à Sendai, au Japon, la troisième Conférence sur le financement du développement à Addis-Abeba, en Éthiopie, l'adoption du programme de développement pour l'après 2015, à New York, aux États-Unis, et les négociations sur les changements climatiques de la CCNUCC, qui devraient mener à l'adoption d'un nouvel accord à Paris, en France. Dans leurs déclarations tout au long de la semaine, de nombreux pays insulaires ont exprimé l'espoir de pouvoir « saisir l'occasion » de s'appuyer sur les résultats et la dynamique de la conférence du Samoa pour se battre pour leurs priorités sur la scène mondiale. Faute de quoi, le résultat de la Conférence 2014 pourrait être éclipsé par la multitude de réunions de haut niveau à venir, comme l'ont craint certains PEID.

Le premier test sera la prochaine grande réunion de chefs d'État et de gouvernement, à savoir le Sommet du Secrétaire général des Nations Unies sur le climat plus tard au cours du mois, qui consolidera le modèle samoan en se concentrant uniquement sur le lancement de nouvelles initiatives, partenariats, et engagements nationaux sur le climat en vue de la CdP 21 à Paris. Les PEID ont demandé à leurs partenaires internationaux de se manifester fortement au sommet, et de s'engager à prendre des mesures en s'appuyant sur la dynamique amorcée au Samoa. Certains pays ont abordé le lien entre les engagements en faveur des PEID et les efforts redoublés en ce qui concerne le climat, parce que, comme le délégué des États-Unis l'a fait remarquer en séance plénière, « le mieux que nous puissions faire pour nos partenaires des îles est de réduire nos émissions chez nous ». Toutefois, les négociations difficiles sur la question climatique au cours de l'année et demie à venir menacent de noyer les promesses faites au Samoa.

La négociation du programme de développement pour l'après 2015 offre également aux PEID une occasion unique de bénéficier, à une échelle plus large, de l'importance des engagements pris au Samoa et de jeter les bases nécessaires à la mise en œuvre de nouveaux objectifs de développement, avec de nouveaux partenariats novateurs contribuant aux progrès. Ou alors, l'absence d'un mécanisme d'examen cohérent

des partenariats avec les PEID compromettra-t-elle aussi les négociations internationales en matière de développement? Beaucoup reste à définir au cours de l'année à venir.

Une chose est sûre, c'est que le peuple et le gouvernement du Samoa ont réussi à accueillir la communauté internationale sur leurs côtes d'une façon historique. « C'est seulement en faisant le voyage que vous pouvez comprendre notre réalité », a déclaré un délégué des PEID. Et cette réalité, qui est marquée de crainte et d'inquiétude face aux tempêtes à venir, est également marquée de grandes et belles promesses pour les communautés insulaires. Les voix des PEID se sont élevées au Samoa, précisant qu'ils ne se laisseraient pas sous-estimer pour leur statut de « petites » îles ou d'îles « en développement ». Ces îles, maintenant connectées au monde comme jamais auparavant, peuvent aussi en devenir le chef de file dans les années à venir. Tout comme leurs navires exploraient le monde dans les temps anciens, avec les étoiles et les vagues comme guides, les PEID espèrent guider ainsi leurs habitants et leurs partenaires dans une nouvelle direction.

RÉUNIONS À VENIR

Bilan de situation de l'AGNU sur le programme de développement pour l'après 2015: Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, John Ashe, convoquera cet exercice d'évaluation pour faire le point sur les événements portant sur le Programme de développement pour l'après 2015. **dates:** 10-11 septembre 2014 **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Bureau du Président de l'Assemblée générale **www:** <http://www.un.org/fr/ga/president/68/settingthstage/>

69^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies: La 69^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU 69) aura lieu au siège des Nations Unies mardi 16 septembre 2014. Le débat général s'ouvrira le mercredi 24 septembre 2014. **dates:** 16 septembre - décembre 2014 **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **www:** <http://www.un.org/en/ga/>

Conférence mondiale sur les peuples autochtones: La Conférence mondiale sur les peuples autochtones 2014 sera organisée en tant que réunion plénière de haut niveau durant la 69^e session de l'AGNU et sera soutenue par l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, afin de partager les perspectives et les meilleures pratiques concernant l'application des droits des peuples autochtones et de poursuivre la mise en œuvre des objectifs de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. **dates:** 22-23 septembre, 2014 **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Bureau du Président de l'Assemblée générale **téléphone:** +1 212-963-8379 **courriel:** <http://www.un.org/en/ga/69/meetings/indigenous/contact.asp> **www:** <http://wcip2014.org/>

Session extraordinaire de l'Assemblée générale pour le suivi du Programme d'action de la CIPD: Une Session extraordinaire de huit heures sur le suivi du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) est organisée de manière à coïncider avec le segment de haut niveau du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies. **date:** 22 septembre 2014 **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Mandy Kibel, FNUAP **téléphone:** 1-212-297-5293 **courriel:** kibel@unfpa.org **www:** <http://icpdbeyond2014.org/>

Sommet des Nations Unies sur le climat: Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, convoquera ce Sommet dans le but de créer une dynamique politique en vue d'un accord climatique global, universel et juridiquement contraignant en 2015. **date:** 23 septembre 2014 **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **www:** <http://www.un.org/climatechange/summit2014/>

Réunion du Partenariat mondial sur l'Initiative Océans durables: L'Initiative Océans durables est un partenariat mondial pour améliorer la capacité à atteindre les objectifs d'Aichi relatifs à la biodiversité qui concernent les zones marines et côtières. La réunion du Partenariat mondial aura lieu en octobre 2014. **dates:** 3-4 octobre 2014 **lieu:** Séoul, République de Corée **contact:** Secrétariat de la CDB **téléphone:** +1-514-288-2220 **télécopieur:** +1-514-288- 6588 **courriel:** secretariat@cbd.int **www:** <http://www.cbd.int/doc/?meeting=SOIOM-2014-01>

Assemblées annuelles 2014 de la Banque mondiale et du FMI: Les Assemblées annuelles 2014 de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international réuniront les banques centrales, les ministres des finances et du développement, les cadres du secteur privé et les universitaires pour discuter de questions d'intérêt mondial, y compris les perspectives économiques mondiales, l'éradication de la pauvreté, le développement économique, et l'efficacité de l'aide. **dates:** 10-12 octobre 2014 **lieu:** Siège de la Banque mondiale, Washington, DC **téléphone:** +1-202-623-0648 **télécopieur:** +1-202-623-4100 **courriel:** secministerialmeetings@imf.org **www:** <http://www.imf.org/externe/h/2014/index.htm>

Conférence mondiale sur l'éducation pour le développement durable: La Conférence mondiale 2014 sur l'éducation pour le développement durable (EDD) abordera, entre autres, la façon dont l'EDD peut contribuer à faire avancer les politiques et actions en matière de développement durable pour répondre aux différents besoins mondiaux, régionaux, nationaux et locaux. **dates:** 10-12 novembre 2014 **lieu:** Nagoya, Japon **contact:** Secrétariat de la Décennie des Nations Unies sur l'éducation pour le développement durable, UNESCO **téléphone:** +33-1-45-68-15-89 **télécopie:** +33-1-45-68-56-26 **courriel:** esddecade@unesco.org **www:** <http://www.unesco.org/new/en/unesco-world-conference-sur-esd-2014/>

CdP 20 à la CCNUCC et CMP 10: La 20^e session de la Conférence des Parties (CdP 20) à la CCNUCC et la 10^e session de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties (CMP) au Protocole de Kyoto se tiendront à Lima, au Pérou. **dates:** 1^{er} - 12 décembre 2014 **lieu:** Lima, Pérou **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228-815-1000 **télécopie:** +49-228-815-1999 **courriel:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://unfccc.int>

Troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la prévention des catastrophes: La CMPC sera accueillie par le Gouvernement du Japon et organisée par la SINUPC, et devrait convenir d'un cadre post-2015 pour la RRC. **dates:** 14-18 mars 2015 **lieu:** Sendai, Japon **contact:** Elena Dokhlik, SINUPC **téléphone:** +41-2291-78861 **télécopie:** +41-2291-39531 **courriel:** wcdrr2015@un.org **www:** <http://www.wcdrr.org/>

Troisième Conférence internationale sur le financement du développement: La troisième Conférence internationale sur le financement du développement se tiendra en 2015. **dates:** 13-16 juillet 2015 **lieu:** Addis-Ababa, Éthiopie **contact:** Bureau

du financement du développement des Nations Unies **téléphone:** +1-212-963-8379 **télécopie:** +1-212-963-0443 **courriel:** ffdoffice@un.org **www:** www.un.org/esa/ffd

Sommet des Nations Unies visant à adopter le programme de développement pour l'après 2015: Le Sommet des Nations Unies visant l'adoption du programme de développement pour l'après 2015 a été demandé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 25 septembre 2013 (Résolution 68/6). **dates:** 21-23 septembre 2015 (à confirmer) **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **www:** <http://bit.ly/1lplEtr>

Pour d'autres réunions, consulter: <http://post2015.iisd.org/>

GLOSSAIRE

AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
AIMS	Océan Atlantique, océan Indien, mer Méditerranée et mer de Chine méridionale (région)
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDB	Convention sur la diversité biologique
CdP	Conférence des Parties
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FMI	Fonds monétaire international
GRC	Gestion des risques de catastrophes
INN	Illégale, non déclarée et non réglementée (pêche)
IRENA	Agence internationale pour les énergies renouvelables
MNT	Maladies non transmissibles
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PAB	Programme d'action de la Barbade
PEID	Petit État insulaire en développement
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RRC	Réduction des risques de catastrophes
Samoa, la Voie à suivre	Modalités d'action accélérées des PEID
SCP	Modes de consommation et de production durables
SMGEM	Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en oeuvre du Programme d'action de la Barbade pour le développement durable des PEID
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
ZEE	Zone économique exclusive